

unicef 
Fonds des Nations Unies pour l'enfance

2 0 0 1 Rapport annuel de
I ' U N I C E F

1990: Une campagne de dix ans en faveur des enfants débute lors du **Sommet mondial pour les enfants** au Siège de l'Organisation des Nations Unies lorsque 71 chefs d'État et de gouvernement et d'autres dirigeants de la planète se fixent des objectifs concrets à atteindre avant la fin de la décennie en faveur de la survie, de la protection et du développement des enfants. L'UNICEF, qui a aidé les gouvernements à définir ces objectifs, relève le défi et aide les pays à les réaliser. Dix ans plus tard, en 2000, la polio a été pratiquement éradiquée, par exemple, et près de 75% des enfants en âge de fréquenter l'école achèvent leur éducation de base.

L'UNICEF et plusieurs centaines de ses partenaires célèbrent l'immense victoire que représente l'entrée en vigueur de la **Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant**, en tant que traité international. La Convention devient l'un des piliers des activités de l'UNICEF.



UNICEF/90-017/Mera

1992: Partout dans le monde, des enfants occupent les ondes à l'occasion de la première **Journée internationale de la radio et de la télévision en faveur des enfants**. Pendant 24 heures, ils deviennent producteurs, journalistes ou assistants techniques. Cet événement, qui a lieu chaque année le premier dimanche de décembre, est organisé par l'UNICEF et ses partenaires des médias dans le but de promouvoir des programmes de radio et de télévision de bonne qualité pour les enfants et avec leur participation. En 2000, plus de 2 000 organisations du monde des médias, notamment Universal Studios, Sesame Workshop et TV Cultura au Brésil, y ont participé.

1994: Le Programme mondial pour l'éducation des filles constitue une étape importante vers la réalisation de l'objectif de l'éducation pour tous les enfants. En 2000, ce programme appuyé par l'UNICEF avait été mis en œuvre dans une bonne soixantaine de pays.

Un système bon marché, rapide et fiable d'enquête sur les ménages est mis en place afin d'évaluer les progrès accomplis par les pays pour se rapprocher des objectifs fixés lors du Sommet mondial pour les enfants. En cinq ans, ces **enquêtes en grappe à indicateur multiple** ont permis de constituer peu à peu une base de données sur les enfants dans 60 pays.



1990

1991

1992

1993

1994

1991: Des hôpitaux et des maternités du monde entier adoptent les « Dix conditions pour le succès de l'allaitement maternel » préconisées par l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ces dix mesures sont le fondement de la toute nouvelle **initiative Hôpitaux amis des bébés** lancée en faveur de l'allaitement maternel. En 2000, on comptait plus de 15 000 hôpitaux et maternités de 136 pays qui s'étaient ralliés à cette initiative et avaient été certifiés « amis des bébés ».



1993: Vingt-cinq ans après l'introduction par l'UNICEF et l'OMS de la **thérapie de réhydratation orale (TRO)** en 1968, un million d'enfants des pays en développement doivent la vie à une simple solution composée de sucre, de sel et d'eau qui permet de soigner la déshydratation provoquée par la diarrhée.



UNICEF/93-1471/Lemoyne



20 ans d'action

2000



UNICEF/95-0977/Noorani

1996: Tandis que le SIDA fait des ravages dans des communautés du monde entier, le **Programme des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)** est créé pour coordonner les recherches et l'action concernant cette épidémie. L'UNICEF élargit ses programmes de sensibilisation au SIDA et de prévention et fournit une assistance aux enfants et aux familles touchés par la maladie. En 2000, des programmes de prévention subventionnés par l'UNICEF sont en place dans 20 des pays les plus éprouvés par ce fléau.

L'UNICEF soutient deux grandes initiatives destinées à protéger les enfants : l'étude capitale menée par l'ONU sur « **L'impact des conflits armés sur les enfants** » réalisée par Graça Machel, spécialiste de la question des enfants victimes de conflits armés, et le **Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales**, qui est la toute première réunion internationale destinée à combattre ce problème mondial.

L'UNICEF lance **La voix des jeunes** (www.unicef.org/voy/fr), un site Internet sur lequel les jeunes du monde entier peuvent échanger leurs points de vue sur toute une gamme de sujets.



UNICEF/97-0339/Stem

1998: L'UNICEF soutient des programmes de prévention et de traitement du paludisme dans 20 pays. La campagne mondiale **Faire reculer le paludisme**, dirigée par l'OMS, l'UNICEF, le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque mondiale, intensifie encore les efforts de lutte contre le paludisme, qui fait beaucoup de victimes parmi les enfants.

L'**Initiative mondiale d'éradication de la polio** débute en 1998 avec le concours de l'OMS, de l'UNICEF, du Rotary International, des Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis et d'autres partenaires qui redoublent d'efforts partout dans le monde pour éliminer cette maladie invalidante. En 1998, le virus de la polio circule dans 50 pays; à la fin de l'an 2000, ce nombre est tombé à 20.



UNICEF/00-0250/Pirozzi

1995

1995: L'UNICEF annonce son « **Ordre du jour contre la guerre** », un train de mesures concrètes destinées à atténuer les effets de la guerre sur les enfants.

La **quatrième Conférence mondiale sur les femmes**, qui se déroule à Beijing, renouvelle l'engagement qu'a pris la communauté mondiale de promouvoir les droits de la femme. L'UNICEF adopte des mesures vigoureuses visant à accorder la priorité aux questions d'égalité des sexes dans tous ses programmes de pays.

Pour contribuer à faire reculer la pauvreté, l'UNICEF se fait le champion de l'**Initiative 20/20**, qui encourage les pays en développement comme les pays donateurs à consacrer, respectivement, 20 % de leurs budgets et de l'aide au développement aux services sociaux de base.

1996

1997: L'UNICEF se joint aux participants à la **Conférence internationale sur le travail des enfants** lors de l'adoption d'un programme mondial visant à éliminer les pires formes de travail des enfants. Trois ans plus tard, l'UNICEF aide 29 pays à mettre en place des programmes d'éducation visant à prévenir le travail des enfants.

À Ottawa, 123 pays signent la **Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel, et sur leur destruction**, un traité à la rédaction duquel l'UNICEF a participé et qu'il s'efforce vigoureusement de promouvoir.



UNICEF/96-0966/Hernandez-Clairre

1997

1998

1999

1999: L'UNICEF, qui est aujourd'hui le premier fournisseur de vaccins dans les pays en développement, se joint à l'initiative **GAVI (Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination)**, un partenariat novateur qui a pour but d'aider les pays à renforcer leurs services de vaccination et à introduire des vaccins nouveaux et trop rarement administrés. L'UNICEF assure le secrétariat de cette alliance.

et en 2000/2001



UNICEF/96-0116/Pirozzi



UNICEF/95-1112/Pirozzi

L'UNICEF contribue à galvaniser l'appui au **Mouvement mondial en faveur des enfants**, une coalition réunissant des gouvernements, des institutions des Nations Unies, des organisations non gouvernementales, le secteur privé, ainsi que des groupes communautaires, des familles et des enfants, dans le but d'améliorer les conditions de vie des enfants.

Nelson Mandela, ancien Président de l'Afrique du Sud, et Graça Machel, experte auprès de l'ONU sur la question des enfants victimes de conflits armés, lancent une alliance mondiale regroupant des chefs de gouvernements, des dirigeants du secteur privé et de toutes les sphères de la société civile afin de faire progresser les objectifs du Mouvement mondial en faveur des enfants.

La campagne « **Dites oui pour les enfants** » s'inspire de ces efforts et mobilise des millions d'enfants et d'adultes résolus à améliorer la vie des enfants. Dans un geste symbolique, leurs bulletins d'adhésion, recueillis dans le cadre de cette campagne, seront présentés aux dirigeants de la communauté internationale réunis à l'occasion de la **Session extraordinaire des Nations Unies consacrée aux enfants**, du 19 au 21 septembre.

Tous ceux qui participeront à la Session dresseront alors le bilan de la situation des enfants dans le monde et établiront un plan mondial d'action en vue d'édifier un monde meilleur pour les enfants et avec eux.

Rapport annuel de l'UNICEF 2001

Du 1er janvier au 31 décembre 2000

UNICEF : dix ans d'action	1
AVANT-PROPOS, par le Secrétaire général des Nations Unies	3
LA MISSION DE L'UNICEF	4
TOUR D'HORIZON, par la Directrice générale de l'UNICEF	5
UNICEF 2000	6
VACCINATION	8
ÉCOLES	10
PARTICIPATION	12
MÉDIAS	14
PARTENARIATS	16
Secteur privé	16
Ces vedettes qui soutiennent l'UNICEF	19
Comités nationaux	20
RESSOURCES	22
LA DIMENSION MONDIALE DE L'UNICEF: Carte	24
TABLEAUX ET FIGURES	23
Recettes de l'UNICEF 1998-2000	23
Contributions à l'UNICEF, par provenance	23
Contributions à l'UNICEF par rapport au PNB	23
Programmes financés par les ressources ordinaires	26
Dépenses de l'UNICEF : programmes par secteur, 2000	27
Les 20 donateurs en tête de liste	28
Montant total des recettes de l'UNICEF par provenance, 2000	29



AVANT-PROPOS

L'ÉDIFICATION DES NATIONS UNIES reposait sur la conviction que les hommes remportent d'immenses succès lorsqu'ils font cause commune. Plus de 50 ans plus tard, la coopération entre les peuples et les nations a contribué à l'essor d'un vaste mouvement en faveur des droits de l'homme, au rétablissement de la démocratie dans plusieurs pays et à l'éradication de maladies comme la variole et, très bientôt, de la polio. Nombreux furent ceux qui jugeaient ces objectifs hors de portée.

Le même esprit de partenariat anime le Mouvement mondial en faveur des enfants, une coalition d'individus et d'organisations de tous les pays et de tous les horizons, unis par l'engagement d'édifier un monde meilleur pour les enfants et avec eux. L'UNICEF, partenaire fondateur de ce Mouvement mondial, travaille avec des gouvernements, des organisations non gouvernementales, le secteur privé, les communautés, les familles et les enfants, pour s'assurer que les principes et les idéaux inscrits dans la Convention relative aux droits de l'enfant font partie de la réalité quotidienne de chacun. On s'est considérablement rapproché de cet objectif en 2000, lorsque Nelson Mandela, ancien Président de l'Afrique du Sud, et Graça Machel, experte auprès des Nations Unies, chargée de la question des enfants dans les conflits armés, se sont ralliés à l'UNICEF et à ses partenaires pour lancer une initiative mondiale en faveur des enfants.

Comme le souligne ce rapport annuel, jamais autant d'enfants n'ont été vaccinés; la polio est sur le point d'être éradiquée; les écoles s'ouvrent à des enfants jusqu'alors exclus, des filles en majorité; et des millions d'enfants dont l'existence a été bouleversée par le SIDA, les conflits et d'autres crises reçoivent une aide et acquièrent les compétences qui leur permettront de relever les défis de la vie. Ces progrès sont aussi l'œuvre des enfants qui développent leur esprit et leur initiative en mettant leurs idées et leur idéalisme au service de projets aussi divers que la prévention du SIDA ou l'amélioration des écoles, ou encore la préparation, avec l'UNICEF, de la Session extraordinaire des Nations Unies consacrée aux enfants, qui aura lieu en 2001.

L'humanité a encore bien des combats à livrer avant de triompher des pires ennemis des enfants : la pauvreté, les conflits armés, le SIDA, la discrimination et l'indifférence. Mais comme le prouvent les succès de l'UNICEF, c'est grâce aux partenariats, et surtout ceux que l'on établit avec les enfants, que l'on pourra réaliser ce qui semblait impossible.

KOFI A. ANNAN
Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

LA MISSION DE L'UNICEF

L'UNICEF est chargé par l'Assemblée générale des Nations Unies de défendre les droits des enfants, d'aider à répondre à leurs besoins essentiels et de favoriser leur plein épanouissement.

L'UNICEF s'appuie sur la Convention relative aux droits de l'enfant et œuvre pour que les droits de l'enfant s'inscrivent dans une éthique sociale et dans un code de conduite international en faveur des enfants.

L'UNICEF fait valoir que la survie, la protection et l'épanouissement des enfants sont des impératifs universels du développement dont le respect est indispensable au progrès de l'humanité.

L'UNICEF mobilise la volonté politique et des ressources matérielles pour aider les pays, en particulier les pays en développement, à donner la priorité aux enfants, et pour renforcer leur capacité de formuler des politiques appropriées et de mettre en place des services en faveur des enfants et des familles.

L'UNICEF s'attache à faire bénéficier d'une protection spéciale les enfants les plus vulnérables, notamment les victimes de la guerre, de catastrophes, de la pauvreté extrême et de toute forme de violence ou d'exploitation, ainsi que les enfants handicapés.

L'UNICEF intervient durant les situations d'urgence pour protéger les droits des enfants. En coordination avec les organismes des Nations Unies et les organismes humanitaires, l'UNICEF met l'infrastructure unique dont il dispose pour intervenir rapidement au service de ses partenaires afin de soulager la souffrance des enfants et de ceux qui en ont la charge.

L'UNICEF est une organisation non partisane et sa coopération est exempte de toute discrimination. Dans toutes ses initiatives, la priorité est donnée aux enfants les plus désavantagés et aux pays les plus démunis.

L'UNICEF s'efforce, par l'intermédiaire de ses programmes de pays, de faire en sorte que les femmes et les filles aient des droits égaux à ceux des hommes et d'appuyer leur pleine participation au développement politique, social et économique des collectivités dans lesquelles elles vivent.

L'UNICEF œuvre, avec le concours de tous ses partenaires, à la réalisation des objectifs de développement humain durable que s'est fixés la communauté mondiale et de l'idéal de paix et de progrès social consacré par la Charte des Nations Unies.

TOUR D'HORIZON

LE FONDS DES NATIONS Unies pour l'enfance aborde le XXI^e siècle plus convaincu que jamais que, tous ensemble, nous pouvons édifier un monde meilleur *pour* les enfants et *avec* les enfants. Le but est ambitieux : il nous faudra pour l'atteindre changer ces structures sous-jacentes qui permettent que plus de 10 millions d'enfants meurent chaque année de malnutrition et de maladies évitables, souvent éradiquées de longue date dans les pays industrialisés. Ces structures enferment 600 millions d'enfants dans le piège de la pauvreté; elles empêchent la scolarisation de plus de 100 millions d'enfants, dont 60 % de filles; elles obligent 250 millions d'enfants de moins de 15 ans à travailler; elles laissent éclater des guerres qui tuent, blessent et traumatisent des millions d'enfants; et elles exposent de manière disproportionnée les enfants et les femmes les plus défavorisés au VIH/SIDA.

À l'UNICEF, nous nous consacrons à l'édification d'un monde dans lequel tous les enfants, sans exception, bénéficieront des joies et des promesses de l'enfance, dans le respect de leurs droits à la dignité, à la sécurité et à l'épanouissement personnel. L'UNICEF partage cette conviction avec des gouvernements, d'autres institutions des Nations Unies, des entreprises, des groupes religieux, des organisations non gouvernementales, de larges secteurs des médias, des volontaires, des familles, des communautés et les enfants eux-mêmes — avec tous ceux qui ont adhéré au Mouvement mondial en faveur des enfants, une alliance qui gagne chaque jour en force et en influence.

Nelson Mandela, ancien Président de l'Afrique du Sud, et Graça Machel, ancienne Ministre de l'éducation du Mozambique et spécialiste de la question des enfants dans les conflits armés, ont rejoint les rangs toujours plus nombreux des défenseurs des droits de l'enfant. Ils ont assumé, ensemble, un rôle de premier plan dans la création d'un partenariat mondial regroupant des chefs de gouvernements, ainsi que des dirigeants du secteur privé et de toutes les sphères de la société civile, en les exhortant à agir face à une réalité incontournable : si nous voulons un monde plus juste et plus

équitable, nous devons investir immédiatement pour les enfants.

L'UNICEF s'y engage, nous continuerons à apporter aux enfants un soutien inébranlable, comme nous le faisons depuis la fondation de l'UNICEF il y a plus de 50 ans. Nous continuerons à forger des alliances dans le souci de mobiliser les ressources nécessaires pour faire respecter les droits des enfants et satisfaire leurs besoins essentiels. Et nous continuerons à renforcer nos connaissances et notre expertise pour surmonter les principaux obstacles auxquels se heurtent nos citoyens les plus jeunes, notamment la pauvreté, les conflits armés, le VIH/SIDA et la discrimination.

Nous sommes en bonne posture pour tenir notre promesse. La coordination de nos activités avec celles d'autres institutions des Nations Unies, comme l'Organisation mondiale de la santé et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), est plus étroite que jamais. En alliant ses forces avec celles de ses partenaires, l'UNICEF maximise l'effet de ses ressources et de son expertise dans plus de 160 pays et territoires.

Comme le montre ce *Rapport annuel de l'UNICEF 2001*, les partenariats sont la clé d'un avenir meilleur pour chaque enfant. Les succès remportés en 2000 sont éloquentes : nous avons vacciné 550 millions d'enfants de moins de 5 ans contre la polio, un résultat sans précédent, au cours de campagnes spéciales; les écoles ont ouvert leurs portes à des centaines de milliers d'enfants qui n'avaient jamais été scolarisés, pour l'essentiel des filles et des enfants vivant dans des régions en crise; des centaines de milliers de jeunes dont la vie a été bouleversée par le SIDA ont pu recevoir des informations sur la prévention du VIH et

acquérir des connaissances pratiques; et 12 millions de femmes qui risquaient de mourir du tétanos pendant et après l'accouchement ont été vaccinées contre cette maladie.

Dans le cadre des préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU consacrée aux enfants, qui se déroulera en septembre 2001, l'UNICEF aide les gouvernements et d'autres partenaires à évaluer les progrès significatifs accomplis depuis le Sommet mondial pour les enfants d'il y a 10 ans. À l'époque, les délégués avaient fixé une série d'objectifs concernant la survie et le développement de l'enfant. Des millions de jeunes vies ont pu être sauvées, le pourcentage d'enfants scolarisés est plus élevé qu'à toute autre époque de notre histoire et des traités importants ont été adoptés pour protéger les enfants contre la violence, l'exploitation et les mauvais traitements. Pourtant, le monde meilleur auquel les dirigeants de la planète aspiraient en 1990 s'est révélé illusoire : des millions d'enfants succombent chaque année à des maladies évitables; des centaines de millions d'autres meurent, sont blessés ou chassés de leurs foyers au cours des guerres, ou sont obligés de travailler, leur droit à l'éducation bafoué.

Chacun d'entre nous a le pouvoir de changer le monde *pour* les enfants et *avec* eux, et le moment n'a jamais été aussi opportun.



CAROL BELLAMY
Directrice générale de l'UNICEF



« AUX ENFANTS
DU MONDE . . .
JE VOUDRAIS DIRE
CECI : JE VOUS AI
CONSACRÉ TOUTE
MA VIE. »

– GRAÇA MACHEL

ANNÉE 2000 : DES RÉSULTATS

- En 2000, l'UNICEF a livré ou acheté 2 milliards de doses de vaccins antipolio oraux pour les pays en développement, une quantité sans précédent. Ce n'est là qu'un aspect du rôle joué par l'UNICEF dans la vaccination contre la polio de 550 millions d'enfants, un autre record, dans le cadre de campagnes spéciales organisées dans 53 pays, en partenariat avec des gouvernements, l'OMS, les Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis et Rotary International.
- L'UNICEF a travaillé avec des partenaires très divers pour faire progresser la cause des enfants – en demandant des lois et des politiques qui favorisent les droits des enfants et en les faisant appliquer grâce à la mobilisation de groupes et d'individus à tous les niveaux de la société.
- L'UNICEF a livré en 2000 plus d'un million de moustiquaires traitées à l'insecticide et contribué, avec ses partenaires, à renforcer la prévention et le traitement du paludisme dans les pays ravagés par cette maladie dans le cadre de la campagne « Faire reculer le paludisme ». Le paludisme est l'une des maladies qui tuent le plus grand nombre d'enfants en Afrique.
- Environ 50 000 femmes enceintes vivant dans des pays où le VIH/SIDA est très répandu ont reçu des soins prénatals dans des dispensaires subventionnés par l'UNICEF en 2000; près de 30 000 femmes se sont rendues de leur plein gré dans des services confidentiels de consultation sur le VIH et 22 000 femmes ont subi le test du SIDA.
- Plusieurs secteurs de l'éducation ont nettement progressé en 2000, grâce, notamment, au soutien de l'UNICEF : ainsi, plus de 20 pays affichent une augmentation des taux de scolarisation des filles; près de 270 000 enseignants et directeurs d'écoles ont achevé une formation subventionnée par l'UNICEF; l'UNICEF a distribué 80 000 trousseaux de matériel éducatif à des enfants mozambicains vivant dans les régions ravagées par des inondations; 55 000 écoliers de Cisjordanie et de Gaza ont pu passer des tests de développement physique et mental grâce à un programme scolaire de dépistage subventionné par l'UNICEF.
- L'UNICEF a participé activement à la rédaction et à la promotion des deux « Protocoles facultatifs », adoptés par l'Assemblée générale de l'ONU en 2000, deux documents phares. L'un interdit l'enrôlement d'enfants de moins de 18 ans dans les forces armées et l'autre renforce les normes légales de prévention du trafic et de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie impliquant des enfants.

L'UNICEF a l'esprit d'équipe. Chaque jour, partout dans le monde, nous travaillons avec de nombreux partenaires en vue de changer le monde pour les enfants et avec eux. Nous coopérons avec les gouvernements afin d'améliorer les services sociaux destinés aux jeunes citoyens, ou avec les enfants qui diffusent des messages de santé à leurs camarades, ou encore avec l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination, qui met des vaccins à la disposition des enfants pauvres pour les protéger contre des maladies mortelles.

La réalisation des droits de l'enfant est l'objectif prioritaire que l'UNICEF partage avec une vaste coalition de partenaires dans les sphères publique et privée : institutions des Nations Unies, gouvernements engagés, des milliers d'ONG, entreprises privées, associations religieuses, médias, volontaires, notables, familles et enfants. Tous œuvrent main dans la main pour édifier un monde digne

UNICEF

LES ALLIÉS LES PLUS PUISSANTS

Graça Machel, spécialiste de la question des enfants victimes de conflits armés, et l'ancien Président de l'Afrique du Sud Nelson Mandela ont lancé, avec la Directrice générale de l'UNICEF Carol Bellamy, une initiative mondiale en faveur des enfants le 6 mai à Johannesburg (Afrique du Sud). L'initiative exhorte toutes les personnes influentes à donner la priorité aux droits de l'enfant et à « investir maintenant pour les enfants ».

des enfants, un monde où l'on respecte le droit de chaque enfant à la dignité, à la sécurité et à l'épanouissement.

L'UNICEF est l'un des partenaires fondateurs du Mouvement mondial en faveur des enfants et il est convaincu que ce mouvement permettra au développement humain d'accomplir un pas de géant en une seule génération :

- en assurant aux enfants le meilleur départ possible dans la vie, dès la petite enfance – grâce à l'amour et aux soins que leur prodiguent leurs familles et leurs communautés, grâce à de bons soins de santé et une nutrition appropriée et grâce à la stimulation intellectuelle, au jeu et à la socialisation;
- en offrant à tous les garçons et toutes les filles, si défavorisés soient-ils, une éducation de base de qualité; et
- en donnant aux adolescents la possibilité de développer leurs capacités et de participer véritablement à la vie de la société.

L'UNICEF est bien placé pour contribuer à cet effort. Grâce aux partenariats que nous avons établis, la moindre somme que l'on nous confie est rentabilisée jusqu'au dernier sou et notre travail a sur la vie des enfants des effets bien supérieurs à ce que notre budget pourrait laisser penser. L'UNICEF dépend complètement des contributions volontaires, et c'est grâce aux résultats que nous avons obtenus au fil des années que nous avons pu maintenir une assise financière solide et garder l'appui du public. Chaque contribution donne accès aux 55 ans d'expérience de l'UNICEF, à ses services sur le terrain, présents dans 162 pays, zones et territoires, à son réseau d'approvisionnement, l'un des plus grands du monde; et permet de renforcer les relations de travail directes qu'il a établies avec les ministères gouvernementaux, les notables et les décideurs du monde entier.

GOVERNEMENTS : dans presque tous les pays en développement, l'UNICEF a établi des programmes de coopération avec des partenaires nationaux sur la base d'accords avec les gouvernements. L'avantage de l'UNICEF tient à sa dimension mondiale, à sa connaissance approfondie de la situation des enfants dans les pays en développement et à sa capacité d'adopter des mesures pratiques pour répondre aux besoins urgents des enfants. En Ouganda, par exemple, en 2000, l'UNICEF a lancé avec des responsables du gouvernement et des communautés une campagne nationale d'enregistrement des naissances et des décès de tous les enfants de moins de 8 ans.

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG) : les solides partenariats que nous avons établis avec les ONG ont beaucoup renforcé les effets et la portée de nos activités. Les ONG réunissent des fonds pour les enfants, sensibilisent la communauté internationale aux questions d'enfants, tout en mettant en œuvre plusieurs programmes subventionnés par l'UNICEF au niveau local. Save the Children, par exemple, est un allié puissant dans les initiatives visant à aider les enfants lors des situations d'urgence et à leur prodiguer des soins pendant la petite enfance dans toutes les régions du monde. Au niveau local, au Népal, Bal Chetana coopère avec les communautés pour protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle et intervenir dans les problèmes qu'ils jugent importants.

INSTITUTIONS DES NATIONS UNIES : chaque année, nous découvrons des moyens de coopérer plus efficacement avec d'autres institutions des Nations Unies comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). L'OMS, par exemple, coopère étroitement avec nous dans les domaines de la vaccination des enfants et des femmes contre le paludisme, de l'éradication de la polio et dans le cadre d'autres campagnes. Grâce au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, notre coopération porte sur les politiques et les programmes et nous partageons des locaux et des services avec les autres institutions sur le terrain.

SECTEUR PRIVÉ : nous forgeons des liens de plus en plus solides avec le secteur privé pour obtenir de meilleurs résultats en faveur des enfants. De nombreux partenaires du monde des affaires, comme Crédit Suisse/Winterthur en Suisse et Nippon Telephone and Telegraph au Japon, ont organisé des campagnes spéciales afin de réunir des fonds pour l'UNICEF. Des organismes de radiotélévision comme Warner Brothers, Walt Disney Studios et TV Cultura au Brésil, coopèrent avec l'UNICEF pour créer et diffuser des projets d'animation visant à promouvoir les droits de l'enfant.

VOLONTAIRES : les volontaires sont un des piliers de nos activités. Ils collectent des fonds, vendent des cartes de vœux et d'autres produits, participent à la vaccination des enfants, contribuent aux efforts visant à protéger les orphelins et appuient les droits de l'enfant de bien d'autres façons. Ces volontaires sont souvent des enfants et des adolescents. Des centaines de milliers de volontaires s'allient aux ONG et à d'autres partenaires ou font don de leur temps et de leurs talents aux Comités nationaux pour l'UNICEF, des organismes qui représentent l'UNICEF dans 37 pays.

GROUPES COMMUNAUTAIRES : les chefs religieux et traditionnels, les éducateurs, les agents de santé, les familles et d'autres membres de la communauté jouent un rôle de plus en plus important dans la planification, la gestion et le suivi des programmes subventionnés par l'UNICEF. C'est par exemple aux membres des communautés que l'on doit le succès de l'Initiative de Bamako, qui a permis de revitaliser les centres de santé locaux dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest.

ENFANTS : les enfants sont eux-mêmes de vigoureux agents du changement. Ils sont la source d'inspiration du Mouvement mondial en faveur des enfants, auquel ils apportent leur dynamisme, tout en jouant un rôle de plus en plus important de planificateurs, conseillers, gestionnaires et chercheurs dans les programmes appuyés par l'UNICEF. Conseillers de leurs camarades et promoteurs bénévoles de la santé dans les pays frappés de plein fouet par le SIDA, les jeunes jouent un rôle crucial dans les campagnes de prévention du VIH. Au Belize, un comité d'enfants participe à la planification et au suivi des programmes de l'UNICEF; en Angola, des jeunes participent à la réalisation d'une émission radio sur la violence contre les enfants; et en Jordanie, des adolescents et de jeunes volontaires donnent des conseils aux familles sur les soins à dispenser aux jeunes enfants.



**L'UNICEF EST LE
PRINCIPAL
FOURNISSEUR
DE VACCINS DES
PAYS EN
DÉVELOPPEMENT.
IL ACHÈTE DES
VACCINS POUR 75 %
DES ENFANTS.**

ANNÉE 2000 : DES RÉSULTATS

- En 2000, l'Afrique de l'Ouest a mené à bien la plus grande campagne de santé de son histoire : au cours des Journées nationales de vaccination, 76 millions d'enfants ont été vaccinés contre la polio dans 17 des 24 pays de la région. Plusieurs organisations, dont l'UNICEF, l'OMS et Rotary International, ont financé cette opération.
- En Ouganda, jamais autant d'enfants n'ont été protégés contre la diphtérie, la coqueluche et le tétanos (DCT). Ce succès a été obtenu grâce au renforcement de la vaccination systématique entre 1995 et 2000, qui a permis de renverser la tendance à la baisse que l'on avait constatée pour le vaccin DCT.
- En octobre 2000, les experts internationaux ont déclaré que la polio avait été éradiquée dans 36 pays situés dans la région de l'Asie et de l'ouest du Pacifique, y compris la Chine. Ce résultat est le fruit de la campagne mondiale d'éradication de la polio, menée avec l'appui vigoureux de l'UNICEF.
- En Afghanistan, un pays déchiré par les conflits, 5,4 millions d'enfants ont été vaccinés contre la polio dans le cadre d'une campagne qui s'est déroulée à la suite de la négociation, par l'intermédiaire de l'UNICEF, de « Journées de tranquillité » avec les parties au conflit.
- Malgré le chaos de l'économie iraquienne, le nombre de cas de rougeole a chuté dans les régions du centre et du sud du pays, passant de 10 000 en 1999 à 678 seulement en 2000, grâce à des campagnes qui ont bénéficié de l'appui de l'UNICEF.
- Sur l'ensemble de la planète, près d'un million d'enfants ont pu être sauvés depuis 1998 grâce à la distribution de plus en plus systématique de capsules de vitamine A en complément des vaccins. Ce succès s'explique en grande partie par la campagne mondiale en faveur de la vitamine A lancée en 1997 par les gouvernements, l'UNICEF et l'OMS.

Un nouveau-né reçoit son vaccin contre la polio au Bangladesh.

La vaccination fait partie intégrante de la survie de tout enfant et de son droit à des soins de santé de qualité. Elle est aussi la clé du développement et du recul de la pauvreté. Dans le domaine de la santé, pour les pays pauvres, rien ne vaut les investissements dans les campagnes de vaccination. L'UNICEF aide les gouvernements à vacciner les enfants contre les six maladies « de base » : la rougeole, la diphtérie, la coqueluche, le tétanos, la tuberculose et la polio, et contre d'autres maladies, comme l'hépatite B, contre lesquelles de nouveaux vaccins ont été mis au point.

Pour consolider, année après année, le succès des efforts déployés en faveur de la vaccination, il faut que les responsables s'engagent à faire reposer leurs systèmes de santé sur les soins de routine. C'est quand elle s'accompagne d'autres programmes de

LA VACCINATION est l'un des succès les plus remarquables du XXe siècle, mais tant que des enfants continueront à tomber malades ou à mourir parce qu'ils n'ont pas accès aux vaccins, l'énorme potentiel de la vaccination ne sera pas réalisé. Des millions d'enfants succombent encore chaque année à des maladies contre lesquelles il existe des vaccins, une situation consternante. Et près d'un million d'adultes meurent chaque année d'un cancer du foie en partie parce qu'ils n'ont pas été vaccinés contre l'hépatite B pendant leur enfance.

santé et de nutrition, comme l'administration de suppléments de vitamine A par exemple, que la vaccination obtient les meilleurs résultats. Lorsque les systèmes de santé ne sont pas encore complètement opérationnels, ou pendant les crises, l'UNICEF aide les gouvernements à mener des campagnes spéciales de vaccination, comme les Journées nationales de vaccination contre la polio, qui, en 2000, ont permis de vacciner 550 millions d'enfants de moins de 5 ans.

L'un de nos principaux objectifs est d'aider les gouvernements à établir et à maintenir leurs propres programmes de vaccination. Dans le cadre de notre Initiative pour l'indépendance en matière de vaccins, nous encourageons les gouvernements à accorder une priorité budgétaire à la vaccination et nous aidons les pays pauvres à obtenir des vaccins à des prix abordables. L'UNICEF est le principal fournisseur de vaccins des pays en développement. Il achète des vaccins pour 75 % des enfants de ces pays, ce qui le place en position de force pour négocier des accords avec les grands laboratoires afin que les pays pauvres puissent obtenir des vaccins à des prix abordables. Grâce à cette Initiative par exemple, le Kazakhstan et le Turkménistan ont pu pour la première fois en 2000 assumer le coût des vaccins pour leurs enfants.

Au fil des décennies, l'UNICEF a aidé les gouvernements à remporter des victoires historiques :

- Dans les années 1970, moins de 10 % des enfants de moins d'un an dans le monde étaient vaccinés contre les principales maladies évitables par la vaccination; aujourd'hui, ce taux est de 75%.
- Des millions de jeunes vies sont sauvées chaque année grâce aux vaccins; l'éradication de la polio est imminente et 60 000 femmes échappent à la mort après leur accouchement grâce au vaccin antitétanique, qui a été administré à 12 millions de femmes exposées au tétanos rien qu'en 2000.

Mais aucun de ces progrès n'aurait pu être accompli sans la mobilisation de nombreux partenaires : gouvernements, OMS, Rotary International, les Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis, familles, agents sanitaires, communautés et des centaines de milliers de volontaires.

Dans l'immédiat, le défi consiste à immuniser les 150 millions d'enfants de la planète qui ne sont pas encore vaccinés, et à assurer la mise au point et la distribution rapide des vaccins qui peuvent contribuer à sauver des millions de vies.

GAVI : UNE ALLIANCE SOLIDE POUR LA VACCINATION

En 2000, l'UNICEF a redoublé d'efforts pour vacciner tous les enfants en adhérant à un nouveau partenariat qui a pour but de fournir les vaccins nécessaires à l'immunisation de tous les enfants de la planète. Les partenaires de l'UNICEF au sein de cette Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI), lancée en 2000, sont, entre autres, les gouvernements, l'OMS, la Banque mondiale, le Programme Bill et Melinda Gates pour la vaccination des enfants, la Fondation Rockefeller et les principaux laboratoires pharmaceutiques.

GAVI s'efforce d'augmenter la production de vaccins, d'accélérer la mise au point de nouveaux vaccins et de faire des programmes de vaccination la pierre angulaire des programmes de santé nationaux. Ce partenariat permet aux pays pauvres d'obtenir des subventions pour améliorer leurs programmes de vaccination. Le financement se poursuit si les gouvernements affichent de bons résultats.

Les subventions sont versées aux gouvernements par l'intermédiaire du Fonds mondial pour les vaccins de l'enfance, créé par GAVI grâce à un don généreux de la Fondation Bill et Melinda Gates. Le Fonds, qui se monte déjà à plus d'un milliard de dollars, a obtenu des promesses de contributions des États-Unis, de la Norvège, des Pays-Bas et du Royaume-Uni.

L'UNICEF joue un rôle capital dans ce partenariat : il est membre du Conseil d'administration de l'Alliance; il abrite le Secrétariat dans ses locaux à Genève; il gère l'achat et la distribution des vaccins et fournitures donnés par le Fonds; et il coordonne les efforts de communication du partenariat au niveau mondial. L'UNICEF est très bien placé pour fournir un appui sur le terrain grâce à son vaste réseau d'approvisionnement en vaccins et à ses 126 bureaux de pays.



RÉALISER L'IMPOSSIBLE DANS LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

UNICEF/00-0719/Chalasan

IMAGINEZ UNE GUERRE qui a tué environ 2,5 millions de personnes et en a déplacé 2 millions d'autres; une population si pauvre que rares sont les enfants qui ont trois repas par jour; et un territoire grand comme l'Europe occidentale, sur lequel la majorité des communautés vivent isolées, dans la jungle ou autre environnement hostile. Telle est la situation de la République démocratique du Congo (RDC), et pourtant plus de 10 millions d'enfants de moins de 5 ans y ont été vaccinés contre la polio en 2000. L'accès à une grande partie de ces enfants n'a été possible que grâce à des négociations avec les belligérants.

Trois Journées nationales de vaccination contre la polio ont été organisées en juillet, en août, puis en septembre en RDC, l'un des principaux foyers du virus sauvage de la polio et l'un des 20 pays où cette maladie continue de sévir.

Aux dates prévues, près de 250 000 agents sanitaires et bénévoles ont parcouru le pays, à pied, à bicyclette, dans des canoës, en voiture et même à bord de petits avions. Nombre d'entre eux ont voyagé pendant plusieurs heures dans des conditions difficiles.

Ces Journées nationales de vaccination, auxquelles ont participé les autorités sanitaires, l'UNICEF, l'OMS, Rotary International et d'autres partenaires, ont permis de vacciner 90 % des enfants et de leur donner des suppléments de vitamine A. Il s'agit là d'un succès remarquable. D'autres campagnes sont prévues pour 2001 dans le cadre des efforts visant à vacciner tous les enfants de la RDC.

Des enfants font la queue en attendant d'être vaccinés au Mozambique.



« NE PAS ENVOYER LES ENFANTS À L'ÉCOLE, C'EST BAFOUER LEURS DROITS. »

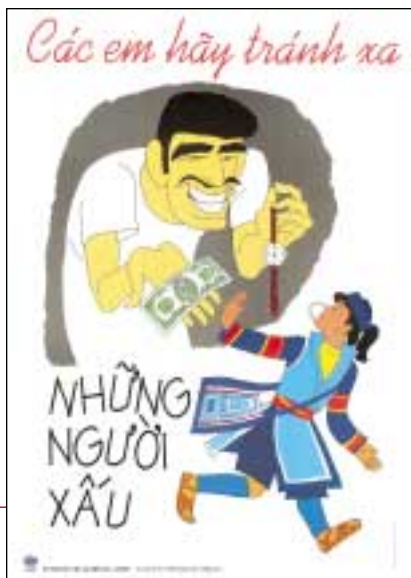
– AURA VIOLETA DE GÓMEZ,
DIRECTRICE D'ÉCOLE AU GUATEMALA

DANS UN MONDE où plus d'un demi-milliard d'enfants vivent dans le dénuement, où des millions d'autres sont exploités économiquement, déracinés par la guerre ou victimes de la violence dans leurs familles, un monde où le VIH et le SIDA déciment la jeunesse à une vitesse alarmante, il est urgent de respecter le droit de chaque enfant à l'éducation car la scolarité est un moyen de prévenir ces calamités et de préparer les enfants à faire face aux autres difficultés de la vie. La scolarité donne aux enfants les compétences et la confiance en soi nécessaires pour relever les défis qui les attendent et mener des vies productives. En périodes de crises et de traumatismes physiques ou mentaux, les écoles sont souvent le seul endroit où les enfants se sentent protégés et trouvent le soutien dont ils ont besoin pour s'inscrire et s'épanouir.

Pour les filles, l'accès à l'éducation est d'autant plus prioritaire qu'elles représentent à peu près 60 % des 110 millions d'enfants d'âge scolaire qui manquent à l'appel dans les écoles. L'on sait aujourd'hui que l'éducation des filles est l'un des meilleurs moyens de promouvoir le développement. L'UNICEF, qui a obtenu d'excellents résultats dans la promotion du droit des filles à l'éducation, a notamment coopéré dans ce domaine avec des donateurs importants, comme la Norvège et le Canada, dans plus de 60 pays. Compte tenu de son expertise, l'UNICEF a été prié de prendre les rênes de l'Initiative des Nations Unies en faveur de l'éducation des filles, qui durera 10 ans et qui a été lancée par le Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan en 2000 lors du Forum mondial sur l'éducation organisé à Dakar. Cette initiative, qui préconise une éducation de base

ANNÉE 2000 : DES RÉSULTATS

- En Zambie, un pays ravagé par le SIDA, l'UNICEF a participé à la création de 250 écoles communautaires pour des milliers d'orphelins du SIDA et d'autres enfants en situation vulnérable. Ces écoles répondent aux besoins spéciaux de ces enfants et forment les enseignants aux méthodes de maîtrise du stress. Les parents de quelque 650 000 enfants ont succombé au SIDA en Zambie.
- Au milieu de 2000, 95 % des enfants en âge de fréquenter l'école primaire étaient scolarisés au Timor oriental, le meilleur taux jamais affiché par ce pays en dépit des violentes émeutes de 1999 qui avaient quasiment anéanti le système d'éducation. Aidés par le Programme alimentaire mondial, des ONG et d'autres partenaires, l'UNICEF a joué un rôle de premier plan dans ce retournement de situation. Il a réparé les toits des établissements scolaires, rémunéré les enseignants, et fourni du matériel d'enseignement et d'apprentissage. Les « Ecoles en boîte » fournies par l'UNICEF ont permis à 50 000 élèves d'acquérir des connaissances de base.
- Les filles sont en train de devenir des éducatrices au Pakistan, où l'UNICEF a contribué à l'organisation de stages pratiques à domicile pour 4 500 filles âgées de 12 à 18 ans. À la fin de 2000, ces stagiaires avaient participé à la création de 950 foyers-écoles pour les enfants qui avaient besoin d'une éducation de base ou d'une aide supplémentaire, des filles pour la plupart. Les techniques d'enseignement à domicile font partie des compétences enseignées dans le cadre du Projet en faveur des petites filles. Ce projet, géré par une ONG avec l'appui de l'UNICEF, a accueilli 13 000 filles depuis son lancement en 1994.
- Dans la ville de Fez (Maroc), des ministères gouvernementaux, l'UNICEF et des ONG ont créé six Centres de protection de l'enfance en 2000. Ils permettent à une grande partie des 20 000 enfants de moins de 15 ans qui travaillent illégalement, notamment dans l'industrie du tapis, de poursuivre leur scolarité, de se divertir et de recevoir des soins médicaux. Aujourd'hui, 250 enfants ont commencé leur éducation de base; certains d'entre eux ont même abandonné leur travail pour étudier. Ce programme, qui est élargi à d'autres villes, est une étape importante pour l'éducation – la meilleure prévention du travail des enfants – du demi-million de jeunes qui travaillent au Maroc sans avoir atteint l'âge minimum d'admission à l'emploi.
- Au Bangladesh, plus de 200 000 enfants qui travaillent en milieu urbain ont été inscrits dans des centres d'apprentissage appuyés par l'UNICEF.



Au Viet Nam, cette affiche apprend aux enfants à se protéger contre l'exploitation sexuelle. Distribuée dans 17 écoles et communautés à hauts risques, cette affiche conseille aux enfants de « rester à l'écart des gens suspects ». Elle a été produite en 2000 dans le cadre d'un projet destiné aux minorités ethniques, appuyé par l'UNICEF, les comités locaux, des associations de femmes, des responsables de l'éducation et les Comités pour les soins et la protection à apporter aux enfants.

de qualité pour tous les enfants, est le fruit des efforts conjoints déployés par des institutions des Nations Unies, des gouvernements, des donateurs, des ONG, des organisations communautaires et plusieurs autres partenaires pour aider les pays à atteindre leurs objectifs en matière d'éducation en éliminant peu à peu la discrimination et les autres facteurs qui font obstacle à la scolarisation des filles.

L'UNICEF est un partenaire responsable dans l'effort mondial en faveur de l'éducation pour tous, une initiative qui a aidé les gouvernements à scolariser un pourcentage d'enfants record. En même temps, l'UNICEF aide les écoles à dépasser le cadre des connaissances livresques pour inculquer aux enfants des compétences indispensables à la vie courante, qui leur permettront de prendre des décisions éclairées et d'éviter les risques, autant de mesures cruciales à l'époque du SIDA. L'UNICEF collabore avec les éducateurs, les parents, les enfants et les autres membres de la communauté pour que les programmes scolaires répondent aux besoins des enfants et couvrent des questions importantes telles que la prévention du SIDA, la manière d'éviter la violence et les

mauvais traitements, ainsi que le respect des droits des fillettes et des femmes.

Avant même le début de la scolarité, nous appuyons des programmes de soins aux jeunes enfants, dans le souci d'aider les familles à améliorer la santé et les facultés psychologiques de leurs enfants et à les préparer à l'apprentissage. En 2000, par exemple, l'UNICEF a aidé 32 500 dispensateurs de soins au Népal à renforcer leurs compétences parentales.

Les programmes soutenus par l'UNICEF aident les écoles et leur

personnel à continuer à prodiguer des soins de qualité aux enfants, dans le cadre d'une démarche qui considère l'enfant comme un tout. Pour promouvoir la santé, l'hygiène et la nutrition dans les écoles, par exemple, l'UNICEF s'est allié aux gouvernements, à la Banque mondiale, aux institutions des Nations Unies et à d'autres partenaires en 2000 pour lancer le programme FRESH (Focusing Resources on Effective School Health – Concentrer les ressources pour la santé à l'école).

AU GUATEMALA, LES DROITS DE L'ENFANT, C'EST L'AFFAIRE DE TOUT LE MONDE



UNE GUERRE CIVILE SANGLANTE de plus de 30 ans (1962-1996) a pratiquement dévasté ce petit pays et laissé des cicatrices psychologiques profondes dans sa population. Aujourd'hui, pour aider le pays à repartir de l'avant, les écoles se sont alliées aux communautés afin de promouvoir la tolérance et le respect des droits de l'homme, en s'appuyant sur la Convention relative aux droits de l'enfant.

San Andrés Itzapa est une ville de 20 000 habitants située dans une région rurale qui a beaucoup souffert de la guerre. En 2000, cette ville fut au nombre des 51 municipalités qui créèrent des conseils communautaires pour protéger les droits des enfants, en accordant une attention particulière aux cas de mauvais traitements et de violence.

Ce conseil se compose d'éducateurs, d'agents sanitaires, de juges, de travailleurs sociaux et d'autres notables, tous bénévoles, soutenus par des dizaines d'autres volontaires et un maire enthousiaste. De nombreuses activités ont été entreprises en 2000 dans le cadre de cette alliance locale; elle a notamment aidé les écoliers à s'informer de leurs droits et elle a parrainé un forum des enseignants sur les droits de l'enfant dans 225 écoles de la région. Les membres du conseil ont également organisé des ateliers sur l'égalité entre hommes et femmes et la discrimination pour les enfants en 5e et 6e année d'enseignement. Ils ont aussi expliqué aux parents les bienfaits de l'éducation et les ont exhortés à envoyer leurs enfants à l'école.

« Nous disons aux parents que ne pas envoyer les enfants à l'école, c'est bafouer leurs droits », note Aura Violeta de Gómez, la directrice d'une des plus grandes écoles de la ville et l'une des neuf membres du conseil communautaire. « Notre influence est déjà visible ici : 15 enfants handicapés sont inscrits à l'école et les parents qui considèrent aujourd'hui que l'éducation est importante sont si nombreux que nous manquons d'écoles et d'enseignants. »

Les membres du conseil sont formés par le Bureau guatémaltèque du médiateur des droits de l'homme, avec un soutien du gouvernement fédéral, de l'UNICEF et d'ONG. En 2001, des enfants seront invités à siéger au conseil.

ANNÉE 2000 : DES RÉSULTATS

- En Namibie, un pays où le VIH/SIDA décime la jeunesse, près de 75 000 jeunes âgés de 15 à 22 ans avaient acquis, à la fin de l'an 2000, les compétences qui les aideront à éviter d'être contaminés par le VIH. Ils ont participé à dix ateliers de deux heures au cours desquels des jeunes de leur âge leur ont montré comment prendre des décisions éclairées et acquérir des compétences indispensables à la vie courante. Ce projet, appelé « Mon avenir, je le choisis » (My Future is My Choice), a été organisé à l'instigation d'un comité directeur national sur la santé et le développement des jeunes, qui regroupe des ministères gouvernementaux de divers secteurs, l'ONUSIDA, l'Agence suédoise de développement international (ASDI) et l'UNICEF.
- Bal Chetana, la première ONG népalaise créée et dirigée par des enfants, participe à la rédaction du deuxième rapport sur les progrès accomplis vers la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant dans ce pays. En 2000, grâce à une aide et une formation fournies par l'UNICEF et des ONG locales, Bal Chetana a organisé des camps de jeunes dans quatre districts. Ces jeunes, âgés de 8 à 18 ans, ont pu y apprendre à rédiger des rapports et à participer à des débats. Pour les récompenser de leur excellent travail, ils ont été invités à se joindre au comité officiel chargé de rédiger le rapport du Népal sur la mise en œuvre de la Convention.
- Au Rajasthan (Inde), l'UNICEF s'est allié aux autorités de l'État et aux ONG pour créer 200 parlements d'enfants, ou *panchayats*, aux niveaux du village et du district. Dans ces *panchayats*, les enfants discutent de leurs problèmes, proposent des choses à faire et des mesures de suivi en collaboration avec les dirigeants locaux.
- La vallée de Ferghana, une région isolée du Kirghizistan où les conflits sont fréquents, n'avait pas de programmes locaux de radio ou de télévision jusqu'en 2000, lorsque l'UNICEF s'est allié avec un groupe de jeunes pour créer Radio Salaam, un programme pédagogique et divertissant, qui a pour but de promouvoir l'entente interethnique. Aujourd'hui, les adolescents réglent leur radio sur 105 FM pour écouter de la musique, les informations ou des débats, diffusés dans l'une des trois langues locales. Une cinquantaine d'écoliers bénévoles préparent des programmes et des commentaires que des messagers à bicyclette apportent à la rédaction. On prévoit de former ces jeunes au journalisme radio. Radio Salaam est née d'une alliance entre l'UNICEF et deux organisations nationales, Foundation for Tolerance International et INTERNEWS.

GRÂCE À LA VITALITÉ, la créativité et l'énergie dont ils débordent, les enfants et les adolescents peuvent apporter une contribution majeure à leurs sociétés. La garantie du droit des enfants à la participation, un principe inscrit dans la Convention relative aux droits de l'enfant, est essentielle pour promouvoir le dynamisme et la participation de tous les citoyens à la vie communautaire. À l'UNICEF, nous savons qu'il est aussi important de travailler *avec* les enfants que *pour* eux, et nous les considérons comme des partenaires à part entière dans toutes nos activités, surtout au moment où nous lançons le Mouvement mondial en faveur des enfants.

L'UNICEF est toujours à la recherche de nouveaux moyens d'écouter les enfants et de les aider à traduire leurs idées en actions. En 2000, par exemple, nous avons soutenu des ONG d'enfants, des émissions de radio, des programmes télévisés, des journaux et des revues. Grâce à l'appui de l'UNICEF au cours de l'année écoulée, des enfants et des jeunes ont également contribué à la planification et à l'évaluation de programmes, à la création d'activités et d'espaces sûrs pour les jeunes lors de situations d'urgence et à l'élaboration de rapports sur des problèmes liés à

L'ADOLESCENCE

UN PASSAGE DIFFICILE

Au Mexique, le jour des élections de 2000, les enfants se sont joints aux adultes pour exercer leur droit de se faire entendre. Dans des bureaux de vote qui leur étaient réservés, près de 4 millions de jeunes citoyens âgés de 9 à 17 ans ont indiqué aux responsables politiques, au moyen de formulaires, les problèmes qui leur semblaient les plus urgents. Cette consultation d'enfants, la deuxième organisée dans le pays, est l'œuvre de l'Institut électoral fédéral, avec l'appui de l'UNICEF, du secteur privé et d'environ 500 ONG. Dans la ville d'El Verde, ces enfants déposent leur « bulletin » dans l'urne.

l'enfance. Des milliers d'enfants se sont branchés sur le site interactif de l'UNICEF « La voix des jeunes » (voir la partie sur les médias, page 15), pour connaître leurs droits et échanger des points de vue sur des questions qui les préoccupent.

L'UNICEF aide les gouvernements, les familles et les communautés à offrir à leurs enfants de bonnes écoles, des endroits où ils peuvent jouer en toute sécurité, la possibilité d'accéder aux informations qui concernent leur santé et leur bien-être, et de développer ces compétences pratiques qui leur permettront d'éviter les comportements à risques et de mener une vie productive. Ces compétences sont d'une importance cruciale : en développant un esprit critique, en apprenant à régler les conflits, à prendre des décisions éclairées et à communiquer de manière efficace, ces jeunes se protègent contre les dangers du VIH/SIDA entre autres. Plusieurs programmes permettent aux enfants et aux jeunes de transmettre à leurs camarades des informations factuelles et des compétences en la matière.

Si la société n'accorde pas aux enfants et aux adolescents tout le soutien auquel ils ont droit, si elle ne leur offre pas toutes les possibilités qui leur permettraient de participer réellement à la vie communautaire, elle les expose à des dangers qui ne sont que trop fréquents dans quasiment toutes les régions du monde. Aliénés, les enfants rejoignent des gangs et se livrent à des actes de violence. Ils risquent d'être victimes de l'exploitation sexuelle, de tomber sous la coupe des trafiquants de drogue, d'être enrôlés dans les conflits armés, d'être obligés de travailler et de manquer l'école et de se retrouver marginalisés. Un grand nombre d'entre eux échoue dans la rue, leur potentiel à jamais gaspillé, ce qui hypothèque l'avenir de la société tout entière. Ceux qui sont victimes de l'exploitation sexuelle risquent encore davantage de contracter le VIH, et les filles deviennent souvent mères avant d'être capables de soigner et d'élever des enfants.

La majorité des 300 000 enfants soldats dans le monde sont des adolescents.

La majorité des 250 millions d'enfants de moins de 15 ans qui travaillent sont des adolescents.

Chaque minute, 6 jeunes de 15 à 24 ans contractent le VIH dans le monde.

Chaque année, au moins 60 000 adolescentes meurent de complications liées à la grossesse et à l'accouchement.

On estime à 30 millions le nombre d'enfants victimes de l'exploitation sexuelle.

En 1998 encore, près d'un tiers des adolescents âgés de 15 à 18 ans – soit 9 millions de jeunes – n'étaient pas scolarisés en Europe centrale et orientale, dans la Communauté d'États indépendants et dans les États baltes. [Statistiques tirées de *Young People in Changing Societies*, une importante étude publiée en l'an 2000 par le Centre de Recherche Innocenti de l'UNICEF, situé à Florence (Italie)]



AU BRÉSIL, DES MAGAZINES DE JEUNES ALLIENT HUMOUR ET COURAGE

ANDRÉ, 21 ans, a passé la plus grande partie de son adolescence dans un gang qui sévissait dans le quartier urbain défavorisé où il vivait. « Ma créativité s'exprimait en peignant à la bombe de mauvais graffitis sur les autobus », dit-il.

Il y a deux ans, il a quitté la vie du gang, il a repris l'école et il est entré dans une agence de presse subventionnée par l'UNICEF. Il est devenu maintenant l'un des illustrateurs les plus célèbres de Manaus, une grande ville brésilienne située dans la région de l'Amazonie. Ses bandes dessinées humoristiques

et son art confirmé animent les pages d'une revue trimestrielle publiée par des jeunes, *Uga Uga*, distribuée à 37 000 exemplaires aux adolescents et aux enfants de 162 écoles.

La revue *Uga Uga*, du nom d'un personnage de bandes dessinées bien connu, est conçue et publiée par des adolescents et des jeunes qui sont conseillés par des journalistes et des enseignants. Elle s'intéresse à des questions d'importance cruciale, comme la grossesse chez les adolescentes, la consommation de drogue et le chômage des jeunes.

La revue a été lancée en 1997 avec une mise de fonds de l'UNICEF. Elle est parrainée par l'Agence de communication *Uga Uga*, une ONG qui s'est ralliée au réseau d'agences de presse brésiliennes soucieuses de promouvoir les droits de l'enfant, avec le soutien de l'UNICEF. L'agence *Uga Uga* a également obtenu le soutien du téléthon *Enfant Espoir (Criança Esperança)*, de certaines ONG nationales, de la Banco Itaú du Brésil et du conseil municipal, qui finance la production de la revue, ainsi que l'achat des fournitures.

En 2000, *Uga Uga* a commencé à former des adolescents à la publication de petites revues divertissantes, reproduites par photocopie, qui présentent des chroniques musicales, des bandes dessinées, des jeux et des articles de fond. Les fournitures sont financées par l'UNICEF.

Dans son école, située dans un quartier pauvre de Manaus, Camilla, 14 ans, participe à la publication d'*Albatross*, une petite gazette. Elle dit que, grâce à son expérience, elle sait aujourd'hui qu'elle veut devenir journaliste. « Quelquefois, explique-t-elle, les adolescents ne découvrent leur propre potentiel que lorsqu'on leur en offre l'occasion ».

Les journalistes Camilla et Natalia avec leur publication, *Albatross*.



UNICEF/95-0083/Shahid

MÉDIAS

ANNÉE 2000 : DES RÉSULTATS

- À la fin de 2000, selon les estimations, 1 milliard de personnes dans 160 pays avaient vu l'un des nombreux messages d'intérêt public sur les droits des enfants produits par Dessins animés pour les droits de l'enfant, l'initiative lancée par l'UNICEF en 1994. Ces messages, diffusés gratuitement, sont l'œuvre de 70 studios d'animation de 32 pays, qui ont fait don de leur temps et de leurs talents, un cadeau de plusieurs millions de dollars.
- Aux Philippines, les médias évoquent de plus en plus fréquemment la question des droits de l'enfant, grâce aux efforts conjoints de l'UNICEF et de la Fondation philippine de la télévision des enfants. En 2000, les deux organisations ont produit un assortiment d'outils médiatiques contenant des informations et des ressources sur les droits de l'enfant, qui a été distribué à des centaines de journalistes, d'organismes de radio et de télévision et de spécialistes des médias, ainsi qu'aux écoles de journalisme et de communication du pays.
- Chaque mois, en Ouganda, près de 500 000 adolescents obtiennent des informations sur le SIDA grâce à un journal dynamique, réalisé par des adolescents et des jeunes, où la question est abordée sans faux-fuyants. Publié pour la première fois en 1993 avec l'aide de l'UNICEF, *Straight Talk* a entraîné la création d'un autre journal, destiné cette fois aux très jeunes adolescents, et d'une émission de radio très écoutée. Il est également à l'origine d'initiatives similaires dans six autres pays d'Afrique. En Ouganda, cette initiative de sensibilisation au problème du SIDA est chapeauté par la Fondation Straight Talk, une ONG créée en 1997 avec l'appui de l'UNICEF.
- L'édition de 2001 de la publication phare de l'UNICEF, *La situation des enfants dans le monde*, qui est entièrement consacrée à la petite enfance, est parue pour la première fois sous forme imprimée et sur Internet. Elle a ainsi bénéficié d'une couverture médiatique sans précédent lors de son lancement dans des dizaines de pays en décembre 2000. A l'occasion du lancement, plus de 200 experts de la petite enfance ont participé à un débat sur les moyens d'améliorer les soins aux très jeunes enfants et de forger des partenariats en faveur des enfants.

LES PROGRÈS DE LA TECHNOLOGIE font que les médias n'ont jamais été aussi bien équipés pour faire respecter le droit de chaque enfant à l'information. La télévision et la radio, en particulier, communiquent aux enfants et à leurs familles des informations qui peuvent sauver et transformer des vies. D'un simple clic de souris, les enfants peuvent s'informer de leurs droits, échanger des idées, obtenir des conseils utiles pour leur santé ou aborder certains problèmes, la discrimination sexuelle et la violence familiale par exemple, sous un nouvel angle. Avec l'aide de l'UNICEF et de ses nombreux partenaires, la radio, la télévision et les autres médias renforcent les messages et les comportements relatifs à la santé que l'UNICEF continue de promouvoir, comme il le fait depuis des années, par des moyens traditionnels tels que les visites à domicile, le théâtre communautaire, les affiches et les brochures.

«DONNEZ UNE VOIX AUX ENFANTS . . . PERMETTEZ-NOUS DE PARTICIPER À LA CRÉATION DE NOTRE MONDE.»

– MARIA, 15 ANS, CITÉE SUR LE SITE INTERNET DE L'UNICEF, « LA VOIX DES JEUNES »

Au fil des ans, nous apprenons à tirer le meilleur parti possible des moyens extraordinaires qu'offre la communication. Et, chaque année plus nombreux, les enfants se joignent à nous et font la preuve de leurs talents et de leur créativité à des postes variés, producteurs, réalisateurs, journalistes et critiques.

C'est la participation des enfants, par exemple, qui explique le succès phénoménal des vidéos, bandes dessinées et autres moyens d'information qui accompagnent deux grandes séries de dessins animés réalisés pour l'UNICEF : *Meena*, la petite héroïne audacieuse qui aide les enfants d'Asie du Sud à s'informer de leurs droits, et *Sara*, du nom du personnage principal qui guide les enfants d'Afrique subsaharienne pour des questions difficiles, comme le SIDA et l'exploitation sexuelle.



Un dessin animé pour les droits de l'enfant, produit par les studios Walt Disney.

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA RADIO ET DE LA TÉLÉVISION EN FAVEUR DES ENFANTS

C'est le deuxième dimanche de décembre, lors de la Journée internationale de la radio et de la télévision en faveur des enfants, que la participation des jeunes est la plus visible. Ce jour-là, les médias diffusent des programmes de qualité destinés aux enfants ou réalisés avec leur participation. Cette année, plus de 2 000 organismes de médias se sont joints à

Nous avons droit à des routes et des aires de jeux sûres.



SOUL BUDDYZ CAPTIVE LES ENFANTS D'AFRIQUE DU SUD

En 2000, plus de 2 millions d'enfants sud-africains – soit la moitié des enfants qui regardent la télévision dans ce pays – se sont enthousiasmés pour les 26 épisodes de la série *Soul Buddyz*, le programme télévisé pour enfants le plus populaire de l'histoire de ce pays. *Soul Buddyz*, lancé pendant l'année avec l'appui de l'UNICEF, est une série inhabituelle, d'abord parce que le programme est à la fois éducatif et divertissant, et ensuite parce que le scénario a été imaginé et écrit en grande partie par des enfants. Dans chaque épisode, destiné aux enfants âgés de 8 à 12 ans, un groupe de « copains » évoquent des problèmes qui mettent en jeu les droits de l'enfant, comme le VIH/SIDA, les sévices sexuels ou la discrimination par exemple. La série *Soul Buddyz*, qui s'inspire de *Soul City*, un feuilleton éducatif et divertissant pour adultes, est liée à une émission de radio et à du matériel pédagogique sur support papier, notamment une brochure présentant des conseils pratiques, que l'UNICEF a aidé à distribuer à tous les élèves de 7^e année d'enseignement. *Soul Buddyz* est un projet de Soul City : Institute for Health and Development Communication. L'UNICEF, l'Union européenne, la BP Corporation, la South African Broadcast Corporation et la compagnie de téléphone cellulaire MNT ont également appuyé cette initiative.

L'initiative appuyée par l'UNICEF. On note entre autres Universal Studios, Sesame Workshop, Prix Jeunesse International, TV Cultura du Brésil, la Namibian Broadcasting Corporation, ainsi que des radios et télévisions plus ou moins importantes du monde entier.

Plusieurs projets ont été réalisés en 2000. Citons-en quelques-uns : Odessa-Plus TV, une chaîne d'Ukraine qui a diffusé 46 programmes spéciaux pour les enfants en deux semaines. En El Salvador, 200 enfants se sont portés volontaires pour participer à des émissions dans plus de 100 stations de radio. Et au Botswana, 11 jeunes journalistes se sont rendus au domicile du président pour lui poser des questions dans le cadre d'une émission spéciale.

LA VOIX DES JEUNES

Des enfants du monde entier se branchent sur le site interactif de l'UNICEF, La voix des jeunes (www.unicef.org.voy/fr), pour connaître leurs droits, discuter de leurs idées et même bavarder avec la Directrice générale de l'UNICEF, Carol Bellamy, des problèmes du jour. En 2000, les enfants ont participé à l'élaboration d'un nouveau questionnaire sur l'éradication de la polio. Des jeunes de près de 80 pays ont contribué aux préparatifs de la Session extraordinaire des Nations Unies consacrée aux enfants, qui se déroulera en septembre 2001, en participant à 12 discussions de groupe avec des décideurs et des experts. L'OMS, l'ONUSIDA et des dizaines d'ONG sont quelques-uns des nombreux partenaires qui ont participé à cet échange d'informations sur des thèmes proposés par les enfants.



MAXIMO! LE TOUCAN QUI DONNE DES LEÇONS

DANS LE CADRE des campagnes de santé et d'éducation menées en Équateur, un toucan au plumage éclatant appelé Maximo donne de sa voix rauque des conseils aux enfants et aux parents. Imaginé par l'UNICEF, Walt Disney Studios et Cinearte, ce personnage de dessin animé très populaire est présent partout : dans des vidéos, des spots télévisés, des programmes de radio, des brochures et sur des affiches. Il est apparu pour la première fois en Équateur en 1994, dans le cadre d'une campagne destinée à promouvoir la vaccination contre la rougeole. Depuis, il amuse les enfants tout en les persuadant de se faire vacciner, de s'inscrire à l'école et de se nourrir de façon équilibrée.

En 2000, on a à nouveau mobilisé Maximo pour animer une campagne de santé. Il a été la vedette d'un spot télévisé en faveur de l'allaitement maternel qui a atteint près de 5 millions de téléspectateurs. Diffusant des messages mis au point par le Ministère de la santé, la Ligue internationale de la Leche et l'UNICEF, ce spot a été créé par Cinearte, financé par l'UNICEF et distribué avec l'aide de la National TV Chain Association.



La vitamine A a un rôle primordial car elle contribue à protéger les enfants contre les infections, la maladie et même à sauver des vies. Cependant, plus de 100 millions d'enfants dans le monde souffrent de carences en vitamine A. Pour sensibiliser la communauté internationale à ce problème et présenter des solutions, l'UNICEF a produit en 2000 30 messages d'intérêt général de 30 secondes, qui ont été diffusés sur 75 grandes chaînes internationales, câblées et satellites, notamment CNN, plusieurs fois par jour pendant plusieurs mois.

L E SECTEUR PRIVÉ, qui regroupe des particuliers, des fondations, des entreprises et des organisations, est un partenaire important de l'UNICEF. Il réunit des fonds, sensibilise le grand public à des problèmes critiques tels que le SIDA et le travail des enfants, et il contribue à améliorer concrètement les conditions de vie des enfants. Les recettes provenant du secteur privé représentent un tiers des ressources de l'UNICEF. Ces fonds sont largement le fruit des travaux des Comités nationaux (voir les adresses en 3e page de couverture), qui représentent l'UNICEF dans 37 pays.

LES ENTREPRISES POUR L'UNICEF

L'UNICEF a établi des relations étroites avec le monde des affaires, qui lui fournit non seulement des ressources, mais également une assistance technique et un soutien en matière de communications. Beaucoup d'entreprises ont les capacités nécessaires pour mobiliser leurs employés, et le grand public, contre des problèmes spécifiques. Chaque année, en coopération avec ses Comités nationaux, l'UNICEF renforce ses liens avec des entreprises du monde entier. Leur soutien va des campagnes de collecte de fonds aux dons en nature, en passant par des accords de licence sur des produits et autres mesures.

- **Procter & Gamble** a ainsi recueilli près de 1,2 million de dollars pour l'UNICEF par l'intermédiaire d'un programme de marketing au service d'une cause caritative. Ce programme concernait un liquide vaisselle bactéricide, le Fairy Liquid Dawn.
- **Pier I Imports** est l'entreprise qui vend le plus grand nombre de cartes de vœux de l'UNICEF dans le monde. Rien qu'aux États-Unis, en 2000, cette entreprise a recueilli près de 1,5 million de dollars, ce qui porte à plus de 14 millions de dollars le montant total des recettes provenant de ses ventes depuis qu'elle est devenue partenaire du Fonds des États-Unis pour l'UNICEF en 1985.
- **La Winterthur** (Suisse) a réuni 606 000 dollars pour le compte de l'UNICEF en avril 2000 lorsque 28 000 de ses employés du monde entier ont fait don d'une heure de travail prélevée sur leur salaire pour financer des projets de l'UNICEF au Venezuela.
- **MasterCard International** a recueilli 480 000 dollars pour le compte de



Le violoniste Maxim Vengerov, envoyé de l'UNICEF pour la musique, joue pour des enfants lors de sa visite à une école de Thaïlande qui accueille des victimes du SIDA, en novembre 2000.

l'UNICEF, essentiellement grâce à ses programmes de marketing au service d'une cause caritative, mis en œuvre au Brésil, aux États-Unis (pharmacies CVS) et au Mexique. Les consommateurs ont été invités à régler leurs achats avec leur MasterCard pendant une période déterminée et un pourcentage de leurs dépenses a été versé à des programmes soutenus par l'UNICEF.

- **MobiNil**, la compagnie égyptienne de téléphonie mobile, a organisé une vente spéciale de téléphones mobiles. Un pourcentage des recettes obtenues grâce à cette promotion de 3 jours sera versé à l'UNICEF. Il s'agit du premier partenariat de collecte de fonds entre l'UNICEF et une entreprise égyptienne. Les 140 000 dollars qui devraient être obtenus dans le cadre de cette initiative financeront des programmes de l'UNICEF en Cisjordanie et à Gaza.
- **Ta-Ta**, la plus grande chaîne uruguayenne de supermarchés, vient d'achever la deuxième année d'une campagne d'appels de fonds. Elle a

demandé aux consommateurs de faire don d'un peso (environ 0,08 dollars) à l'UNICEF lorsqu'ils se présentent à la caisse. Grâce à l'enthousiasme du personnel de Ta-Ta, cette campagne a permis de réunir 260 000 dollars en 2000.

En 2000, de nombreuses entreprises ont soutenu l'UNICEF, notamment : Becton Dickinson (États-Unis); The Body Shop (région de l'Asie et du Pacifique); Manchester United et Kodak (Royaume-Uni); Interroute (Royaume-Uni et Italie); Eismann International (Allemagne); Ramlösa Hälsobrunn et KappAhl (Suède); Coniglio, Visa Parera Plaza et Comida Sana (Argentine); Banco Itaú S.A., Grupo Pão de Açúcar et Sanofi-Synthélabo (Brésil); Personna International de México S.A. de C.V., Promotora Xcaret, Grupo Asesor del Caribe S.A. de C.V. et Laboratorios Schering Plough S.A. de C.V. (Mexique); Diners Club® (Equateur); Lever Chile S.A. (Chili); et Kimberly-Clark Philippines Inc. et la Hong Kong Shanghai Banking Corporation Ltd. (Philippines).



LE TIERS DES RESSOURCES DE L'UNICEF PROVIENT DU SECTEUR PRIVÉ.

UNICEF/00-0827/Bronstein



L'ALLIANCE ONEWORLD™ POUR L'UNICEF

Un partenariat dynamique établi avec plusieurs grandes compagnies aériennes, et notamment les membres de l'alliance mondiale oneworld™, il y a plus de 10 ans, permet à leurs passagers de s'informer sur les activités de l'UNICEF et de verser des fonds pour soutenir ses activités. En 1999, ces compagnies ont formé l'Alliance oneworld™ pour l'UNICEF et se sont engagées à réunir 25 millions de dollars en cinq ans grâce à divers programmes. Le programme Change for Good® (Quête pour les enfants), par exemple, en place depuis plusieurs années, permet aux passagers des vols internationaux de faire don à l'UNICEF des devises étrangères dont ils n'ont plus besoin. Depuis 1991, ce programme a permis de récupérer 31 millions de dollars pour le compte de l'UNICEF.

Au cours de la première année d'existence de l'Alliance oneworld™ pour l'UNICEF, six de ses membres – Aer

Lingus, American Airlines, British Airways, Cathay Pacific, Finnair et Qantas – ont recueilli plus de 6 millions de dollars pour l'UNICEF, dont plus de la moitié grâce à British Airways. Ces compagnies aériennes ont aussi apporté leur soutien à l'UNICEF en projetant des vidéos sur les travaux de l'organisation sur le terrain, en publiant des articles sur l'UNICEF dans les revues distribuées gratuitement à bord et parfois même en transportant du matériel d'urgence. Les autres compagnies aériennes qui participent au programme Quête pour les enfants sont Air Mauritius, Alitalia, All Nippon Airways, Asiana Airlines, Crossair, Japan Airlines et TWA.

LE ROTARY INTERNATIONAL CONTRIBUE À L'ÉRADICATION DE LA POLIO

La polio devrait être éradiquée d'ici à 2005 partout dans le monde, grâce aux efforts d'une alliance entre le secteur public et le secteur privé conclue sous l'impulsion de l'UNICEF, de l'OMS, du Rotary International, des Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis et de gouvernements nationaux. Avec l'aide d'autres membres de l'Initiative pour l'éradication de la polio dans le monde, ils ont considérablement élargi l'accès des enfants à la vaccination contre la polio, surtout lors des Journées nationales de vaccination, qui ont permis de vacciner environ un milliard d'enfants rien qu'au cours des deux dernières années. Depuis 1985, le programme Polio Plus mis en œuvre par le Rotary a contribué à hauteur de plus de 400 millions de dollars aux Journées nationales de vaccination et aux efforts visant à protéger les enfants contre la polio dans 122 pays. Sur ce total de 400 millions de dollars, plus de 140 millions ont été versés directement à l'UNICEF. Grâce à ces fonds, l'organisation a pu fournir aux agents de santé et aux parents les vaccins indispensables pour immuniser les enfants contre la polio, un soutien opérationnel, le personnel médical, des équipements de laboratoire, ainsi que du matériel pédagogique. D'ici à 2005, la contribution financière du Rotary atteindra un demi-milliard de dollars.

Le Rotary a également demandé à son puissant réseau de bénévoles, présents dans 163 pays, de faire don de leur temps et de leurs compétences pour vacciner les enfants. Les membres du Rotary ont créé des affiches, des dépliants et d'autres types de matériel d'information sur la vaccination qui ont été distribués dans les

communautés, y compris dans celles qui sont isolées du reste du monde par un conflit, leur situation géographique ou la misère. Ils ont aussi recruté d'autres volontaires, facilité le transport et l'administration des vaccins, et fourni un soutien logistique.

Le Rotary travaille de concert avec l'UNICEF et d'autres partenaires dans le souci de réunir des fonds en faveur de l'éradication de la polio. Plusieurs gouvernements ont répondu à l'appel, notamment ceux de l'Australie, du Canada, du Danemark, des États-Unis, du Japon, des Pays-Bas et du Royaume-Uni.

KIWANIS INTERNATIONAL

Kiwanis International est l'un des principaux partenaires de l'UNICEF dans le domaine de la protection des enfants contre les graves conséquences de la carence en iode. Grâce aux efforts déployés partout dans le monde, plus de 70 % des foyers utilisent aujourd'hui du sel iodé. Rien qu'en 2000, ce sel a permis de protéger 90 millions de bébés contre les graves séquelles de la carence en iode sur le développement cognitif, mental et physique. En 2000, Kiwanis International, grâce à son Worldwide Service Project, a contribué à hauteur de 10,4 millions de dollars à des projets subventionnés par l'UNICEF afin d'éliminer les troubles dus à la carence en iode. Le montant total versé par Kiwanis au cours des sept dernières années s'élève à 38 millions de dollars.

Ces enfants de Rio de Janeiro (Brésil) vivent ou travaillent dans les rues. Mais aujourd'hui, ils vont à la plage se baigner et jouer au ballon grâce à São Martinho, une ONG qui les nourrit, les loge, les éduque et organise leurs loisirs. L'UNICEF appuie São Martinho depuis plusieurs années, d'abord avec des fonds recueillis lors du téléthon annuel de Criança Esperança (Enfant Espoir) et plus récemment avec des fonds obtenus par la British Airways par le biais de son partenariat Quête pour les enfants avec l'UNICEF et le Comité national du Royaume-Uni pour l'UNICEF.





Ulrich Doering/avec la permission de Starwood

Robert Scott, un cadre supérieur de la chaîne Starwood en Europe qui s'est fait le champion de l'initiative Check Out for Children™, visite un projet subventionné par l'UNICEF en République-Unie de Tanzanie. Ce projet vient au secours des enfants qui vivent ou travaillent dans les rues.

CHECK OUT FOR CHILDREN™

Check Out for Children™, un programme de collecte de fonds bien connu des voyageurs, est le fruit de l'alliance conclue entre l'UNICEF et Starwood Hotels & Resorts Worldwide, Inc. Au moment de régler leur note d'hôtel, les clients sont invités à verser une contribution d'un dollar ou l'équivalent en monnaie locale à l'UNICEF. En novembre 2000, Check Out for Children™ a célébré simultanément son 5e anniversaire et un autre succès à marquer d'une pierre blanche, les 5 millions de dollars versés à l'UNICEF par les clients de la chaîne mondiale Starwood. Encouragée par la rapidité de cette réussite, l'équipe de Starwood a lancé une autre initiative « Give Me Five », sur le thème du chiffre « cinq », dans la division responsable de l'Europe, de l'Afrique, de l'Inde et du Moyen-Orient. Grâce à son imagination et à son attachement à la cause des enfants, le personnel de Starwood a réussi à réunir des fonds supplémentaires tout en faisant de la publicité pour l'UNICEF et pour Starwood. Cette initiative devrait bientôt être élargie à d'autres régions. Lancée tout d'abord en Europe en 1995, l'initiative Check out for Children™ est appliquée aujourd'hui en dehors de l'Amérique du Nord dans plus de 200 hôtels Sheraton et Westin du monde entier.

LE FOOTBALL POUR UNE BONNE CAUSE

Le football, l'un des sports les plus populaires du monde, est devenu un élément important d'une campagne de collecte de fonds et de sensibilisation en faveur des enfants de la planète. En 1999, l'UNICEF a conclu un partenariat avec la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) afin de promouvoir la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant. Un an plus tard, les deux organisations ont annoncé qu'elles se proposaient de lancer une ligne de produits – cahiers, classeurs, sacs à dos et tee-shirts – associant des images du football avec les droits de l'enfant. Ces produits, dont certains auront les logos de l'UNICEF et de la FIFA, seront commercialisés par 21 Comités nationaux et bureaux de pays de l'UNICEF. Cette vente devrait permettre d'obtenir 2 millions de dollars pour financer des programmes soutenus par l'UNICEF, tout en sensibilisant le public aux droits de l'enfant à l'éducation, aux soins de santé, au jeu et au divertissement, pour n'en citer que quelques-uns. Le président de la FIFA, Sepp Blatter, et Rivaldo, la vedette du football brésilien, ont présenté officiellement cette ligne de produits lors d'une conférence de presse en Belgique.

PIER 1 IMPORTS EST L'ENTREPRISE QUI VEND LE PLUS GRAND NOMBRE DE CARTES DE VŒUX DE L'UNICEF DANS LE MONDE.



© Keco N.Y.



© 2000 The Andy Warhol Foundation for the Visual Arts



© Sally Morgan

La plupart des gens découvrent les travaux de l'UNICEF grâce à ses cartes de vœux et produits, disponibles dans des milliers de points de vente partout dans le monde. La première carte de vœux de l'UNICEF date de 1949. Il s'agissait d'une aquarelle offerte à l'UNICEF par une jeune Tchèque pour remercier l'organisation de l'aide apportée à son village après la Seconde Guerre mondiale. Depuis cette époque, la vente de cartes de vœux et de produits portant le logo de l'UNICEF a dépassé 1 milliard de dollars. En 2000, ces produits ont rapporté 117,3 millions de dollars répartis entre divers projets subventionnés par l'UNICEF.

CES VEDETTES QUI SOUTIENNENT L'UNICEF

Lord Richard Attenborough, Ambassadeur itinérant, essaie une pompe à main, don de l'UNICEF au Mozambique. Le Mozambique a été dévasté par les inondations les plus meurtrières depuis un demi-siècle. Sa visite a contribué à réunir des fonds pour l'aide d'urgence au Mozambique.



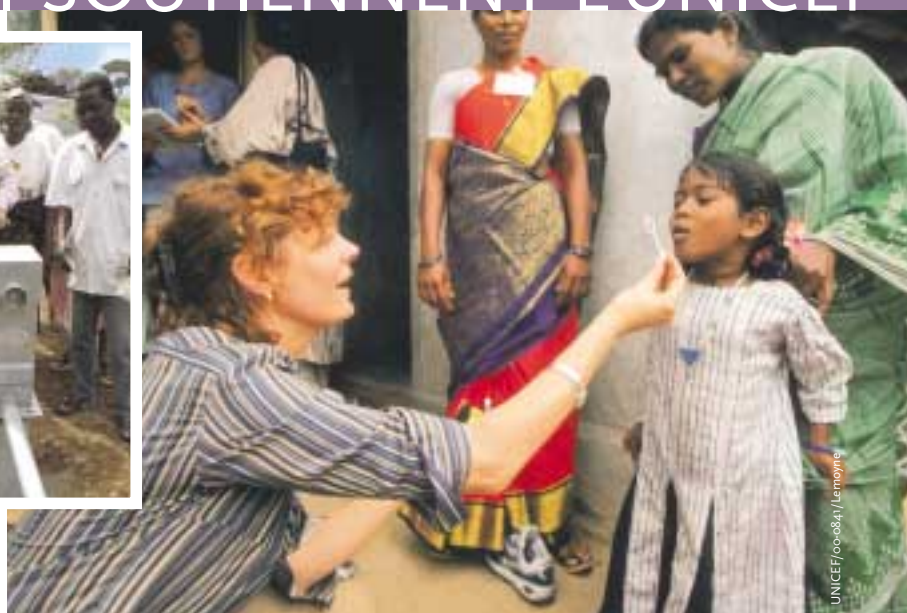
UNICEF/00-006/MacLeod

DEPUIS 1954, lorsque le comédien américain Danny Kaye est devenu Ambassadeur extraordinaire de l'UNICEF, des vedettes offrent leur temps et leurs idées à l'UNICEF pour réunir des fonds et médiatiser les problèmes de l'enfance. Elles visitent aussi des projets sur le terrain et exhortent les dirigeants à promouvoir les droits de l'enfant.

En octobre dernier, par exemple, Roger Moore, Ambassadeur itinérant depuis 1991, a visité des projets appuyés par l'UNICEF au Ghana, où il a participé à une campagne nationale de vaccination avec l'épouse du chef d'État du pays, Mme Nana Konadu Agyeman Rawlings. Au mois de mai, M. Moore avait aussi pris la parole lors du 8e Symposium mondial sur le sel, qui s'est déroulé à La Haye. Au cours de son allocution, il a évoqué la campagne mondiale en faveur du sel iodé soutenue par l'UNICEF.

Nana Mouskouri, Représentante spéciale des arts du spectacle, a participé au 2e Forum sur l'enfant en Estonie, qui a porté sur les problèmes des enfants et des jeunes dans les pays nordiques et de la Baltique. Elle a fréquemment évoqué les travaux de l'UNICEF lors de ses concerts et interviews avec les médias. L'Ambassadeur itinérant Harry Belafonte a participé à une grande conférence sur les problèmes de l'enfance – la cinquième Réunion ministérielle sur les enfants et la politique sociale dans les Amériques – qui s'est déroulée en Jamaïque, au mois d'octobre. Pendant son séjour, il a convaincu des artistes jamaïcains de signer le manifeste « I Have a Dream » préparé par 17 artistes ibéro-américains afin

Susan Sarandon, Représentante spéciale de l'UNICEF, en compagnie d'enfants victimes du SIDA à Mumbai (Inde). Après avoir visité des centres de prévention du SIDA et d'approvisionnement en eau en République-Unie de Tanzanie au mois de mai dernier, Mme Sarandon a coparrainé la campagne de collecte de fonds « Creuser un puits pour l'UNICEF » qui a permis de réunir 113 000 dollars pour la construction de puits dans ce pays.



UNICEF/00c84/Lemoyne

d'encourager les chefs de gouvernement à accorder la priorité aux droits de l'enfant. George Weah, la vedette de football du Libéria, Représentant spécial de l'UNICEF pour les sports, s'est rendu deux fois au Libéria. Il a visité des projets d'éradication de la polio, ainsi que des projets d'aide aux enfants soldats démobilisés et aux autres enfants victimes de la guerre civile qui a déchiré le pays jusqu'en 1997. En outre, M. Weah milite avec énergie pour la prévention du SIDA.

Au mois d'août, l'Ambassadrice itinérante Tetsuko Kuroyanagi s'est également rendue au Libéria. Dans le cadre de ses missions annuelles et de ses activités d'appels de fonds, Mme Kuroyanagi a réuni plus de 25 millions de dollars pour l'UNICEF. En reconnaissance de ses efforts remarquables, l'UNICEF lui a décerné le tout premier Prix du Leadership pour les enfants à son siège en octobre dernier.

En plus des vedettes internationales, l'UNICEF peut compter sur des centaines de personnalités connues aux plans national et régional et liées aux Comités nationaux, bureaux régionaux et bureaux de pays.

LES VEDETTES INTERNATIONALES, PORTE-PAROLE DE L'UNICEF

LORD RICHARD ATTENBOROUGH, Ambassadeur itinérant

HARRY BELAFONTE, Ambassadeur itinérant

JUDY COLLINS, Représentante spéciale pour les arts du spectacle

MIA FARROW, Représentante spéciale

JULIO IGLESIAS, Représentant spécial pour les arts du spectacle

JOHANN OLAV KOSS, Représentant spécial pour les sports

TETSUKO KUROYANAGI, Ambassadrice itinérante

LEON LAI, Représentant spécial pour la jeunesse

ROGER MOORE, Ambassadeur itinérant

NANA MOUSKOURI, Représentante spéciale pour les arts du spectacle

YOUSOU N'DOUR, Représentant spécial pour les arts du spectacle

VANESSA REDGRAVE, Représentante spéciale pour les arts du spectacle

SUSAN SARANDON, Représentante spéciale

SEBASTIÃO SALGADO, Représentant spécial (nommé en 2001)

VENDELA THOMMESSEN, Porte-parole internationale

LIV ULLMANN, Ambassadrice itinérante

SIR PETER USTINOV, Ambassadeur itinérant

MAXIM VENGEROV, Envoyé pour la musique

GEORGE WEAH, Représentant spécial pour les sports



Mia Farrow et le Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan regardent Thaddeus Farrow, le fils de Mia Farrow, mettre en marche l'horloge qui déterminera à la minute près l'heure de l'éradication de la polio dans le monde. Cette horloge a été placée au Siège de l'ONU à New York en septembre 2000. Mme Farrow, qui a été nommée Représentante spéciale de l'UNICEF en 2000, a pris fait et cause pour l'éradication de la polio, une maladie dont Thaddeus et elle ont été victimes quand ils étaient enfants.



UNICEF/00-0742/Valeska

Neuf ambassadeurs itinérants, représentants spéciaux et porte-parole de l'UNICEF, ont célébré le 50e anniversaire de « Trick or Treat for UNICEF » (la collecte de Halloween). Ces personnalités et des dizaines d'autres personnes qui soutiennent les travaux de l'ONU se sont retrouvées à New York le 23 octobre 2000 pour participer à la toute première réunion organisée par le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, pour attirer l'attention du public sur leur action. *Au premier rang, de gauche à droite : Youssou N'Dour, Mia Farrow, Susan Sarandon, Sir Peter Ustinov, Tetsuko Kuroyanagi et Harry Belafonte; au deuxième rang Nana Mouskouri, Johann Olav Koss et Vendela Thommessen.*

LA NOTORIÉTÉ DONT JOUIT l'UNICEF auprès du public tient en grande partie au travail accompli par ses 37 Comités nationaux. Les activités menées dans les pays industrialisés par ces Comités, qui sont des organisations non gouvernementales, sont d'une importance vitale pour l'UNICEF. Ils plaident pour le respect des droits de l'enfant, mobilisent des fonds pour financer les programmes appuyés par l'UNICEF, vendent les cartes de vœux et autres produits de l'UNICEF, forment des partenariats indispensables avec le secteur privé et d'autres organisations, mènent à bien des activités dans le secteur de l'éducation pour le développement et apportent un soutien inestimable.

COLLECTES DE FONDS

En 2000, la contribution des Comités a représenté environ un tiers du montant total des recettes de l'UNICEF. Les 330 millions de dollars qu'ils ont réunis ont servi à financer des programmes de coopération de l'UNICEF sur le terrain, notamment lors des situations d'urgence. Ces travaux bénéficient du soutien d'un grand réseau de volontaires, par exemple les millions d'enfants canadiens qui sont à l'origine de la tradition nationale de la collecte de Halloween. Grâce aux efforts de son Comité national, le Canada a proclamé le 31 octobre de chaque année « Journée nationale de l'UNICEF », en reconnaissance de l'immense contribution de l'organisation au bien-être des enfants.

Cette tradition est aussi respectée de l'autre côté de la frontière, aux États-Unis, où le Fonds des États-Unis pour l'UNICEF (anciennement Comité national des États-Unis pour l'UNICEF) a célébré le 50e anniversaire de son programme « Trick-or-Treat for UNICEF ». Depuis 1950, époque à laquelle 17 dollars avaient été réunis pour l'UNICEF dans des cartons de lait décorés, les enfants font du porte-à-porte avec les célèbres tirelire orange fournies par le Fonds des États-Unis. À ce jour, ils ont réuni plus de 105 millions de dollars.

Le Comité irlandais a soutenu des projets organisés par l'UNICEF pour approvisionner en eau les populations affectées par la sécheresse dans la Corne de l'Afrique et subventionner des programmes de maternité sans risque en Inde.

Plusieurs Comités nationaux ont également établi de solides liens avec le secteur privé. Le Comité suisse, par exemple, a renforcé sa coopération avec de grandes entreprises et contribué à mobiliser leur personnel en faveur d'initiatives destinées à secourir les enfants. Dans l'une de ces entreprises, les contributions du personnel ont permis de reconstruire une école au Venezuela.

Grâce à toutes ces initiatives, et d'autres de ce type, les Comités nationaux ont accru le montant total des fonds réunis pour l'UNICEF en 2000. Les Comités allemand et japonais ont dépassé pour la première fois la barre des 70 millions de dollars.

CHANGER LE MONDE AVEC LES ENFANTS

La mobilisation de l'opinion publique sur la question des droits de l'enfant est la clé de voûte du Mouvement mondial en faveur des enfants.

Avec l'aide du Comité belge, plus de 3 000 enfants ont défilé dans les rues de Bruxelles pour soutenir les droits de l'enfant dans leur pays. Le Comité tchèque a lancé une campagne pour aider les enfants victimes de la guerre en Sierra Leone. Il a notamment organisé une exposition de photos sur les enfants pendant les conflits armés.



La protection de l'enfance a beaucoup occupé le Comité français, qui a remporté une grande victoire sur le tourisme international à caractère sexuel impliquant des enfants. Le Comité a plaidé en faveur d'une meilleure protection de ces enfants en situation de danger et il s'est porté partie civile dans le procès très médiatisé d'un Français qui a été condamné à une peine de prison pour exploitation sexuelle d'un mineur dans un pays d'Asie.

Le Comité des Pays-Bas a lancé une grande campagne en faveur des enfants sans famille d'Europe orientale, en particulier les orphelins, les jeunes délinquants et les enfants qui vivent ou travaillent dans les rues. On a pu sensibiliser le grand public et réunir des fonds pour aider ces enfants grâce à une campagne axée sur des publipostages, des annonces dans les médias, une émission de télévision à heure de grande écoute pour recueillir des fonds, et la publicité gratuite dont bénéficie l'UNICEF.

ÉDUCATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

Les collectes de fonds et la sensibilisation s'appuient donc sur les traditions, mais aussi sur les nouvelles technologies. Le Comité espagnol a lancé deux projets en faveur des enfants sur Internet : « Participer avec l'UNICEF », un nouveau site qui aide les jeunes à s'informer sur le développement, et « Capitannet », un projet de la Commission européenne destiné à promouvoir une utilisation d'Internet dépourvue de risque.

En Europe centrale, le Comité slovène a lancé son projet « Qu'en penses-tu ? ». Ce projet, mené sur six mois, encourage les enfants du pays à exprimer leurs opinions sur les droits de l'enfant en remplissant des formulaires distribués dans les écoles et dans la presse.

Le chanteur Robbie Williams a fait la une des journaux lors de la Journée mondiale de lutte contre le SIDA le 1er décembre 2000 en lançant un excavateur contre le mur d'une usine désaffectée de Londres sur lequel on avait peint les mots « Brisons le mur du silence qui entoure le SIDA ». Robbie Williams, un Représentant spécial du Comité du Royaume-Uni pour l'UNICEF, parrainait cette manifestation dans le cadre d'une initiative visant à renforcer l'appui du public et à réunir des fonds pour les enfants affectés par la crise mondiale du SIDA. La campagne « Grandir seul », lancée par ce Comité dans le but d'aider les enfants dont les parents sont morts du SIDA, a permis de réunir plus de 3 millions de dollars depuis son lancement en 2000.

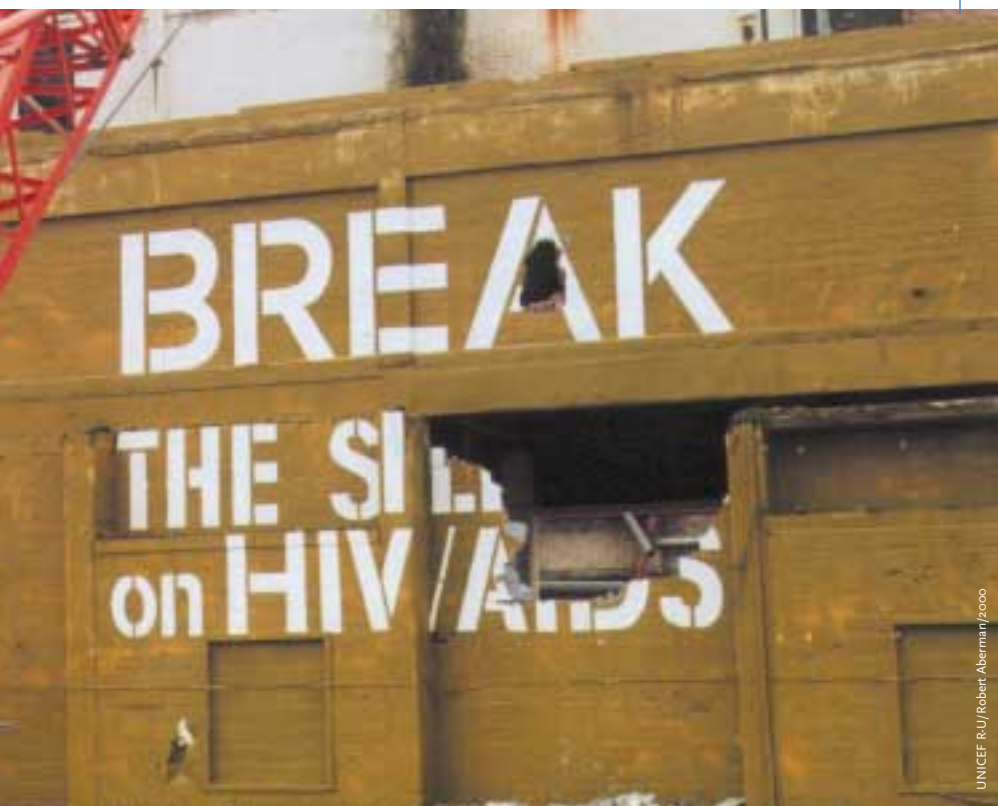


LES ENFANTS « DISENT NON » AUX FUSILS

POUR PROTESTER contre la violence armée dans le monde, des enfants de Bayreuth (Allemagne) ont piétiné leurs pistolets d'enfants lors d'une manifestation organisée par le Comité allemand pour l'UNICEF et un journal local, le *Nordbayerischer Kurier*. Cette manifestation, à laquelle ont participé plus de 3 000 élèves, a été organisée dans le cadre d'une campagne nationale parrainée par le Comité allemand pour mettre fin à la prolifération et à l'utilisation non réglementée des armes à feu et autres armes légères dans le monde. Au cours des dernières décennies, ces engins de destruction ont tué plus de 3 millions de personnes, surtout des enfants et des femmes. Les fusils d'assaut et autres armes sont souvent si légers et si faciles à manier que même les enfants peuvent s'en servir, ce qui est une des raisons pour lesquelles 300 000 enfants dans le monde sont enrôlés dans des conflits armés.

La campagne lancée en Allemagne en septembre 2000 par l'Ambassadeur itinérant de l'UNICEF Sir Peter Ustinov et l'Ambassadrice nationale allemande Sabine Christiansen, a pour but d'obtenir l'appui du grand public en faveur d'une réglementation plus stricte de la production et de la vente d'armes, ainsi que de leur destruction dans certains pays. Elle permet aussi de subventionner des programmes qui aident les enfants soldats à se réinsérer dans la vie civile.

Cette campagne avait déjà permis de réunir 100 000 signatures à la fin de 2000, dont la moitié grâce à un réseau de 8 000 volontaires énergiques qui travaillent pour le Comité allemand. Toutes les signatures seront présentées au Gouvernement allemand juste avant l'ouverture de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères, qui se déroulera en juillet 2001.



L'UNICEF A ORGANISÉ 42 PONTS AÉRIENS A PARTIR DE SON ENTREPÔT DE COPENHAGUE POUR FAIRE FACE À DES SITUATIONS D'URGENCE.

Chargement de colis à destination des victimes des inondations du Mozambique.

RECETTES

L'UNICEF est entièrement financé par des contributions volontaires. Ces contributions proviennent de deux sources principales : gouvernements et organisations intergouvernementales; groupes non gouvernementaux, secteur privé et particuliers.

Le volume total des recettes pour 2000 s'est élevé à 1 139 millions de dollars* (contre 1 118 millions pour 1999). La contribution des gouvernements et des organisations intergouvernementales s'est élevée à 725 millions de dollars (soit 64 % du montant total des recettes). Les organisations non gouvernementales et le secteur privé ont versé une contribution de 366 millions de dollars (32 % du montant total des recettes). Le solde de 48 millions de dollars (4 % des recettes) est provenu d'autres sources. (Voir tableaux « Contributions à l'UNICEF par provenance », page 23 et « Montant total des recettes de l'UNICEF par provenance, 2000 », pages 29 à 32).

Ressources ordinaires : les fondations de l'UNICEF

Les ressources « ordinaires » de l'UNICEF servent à financer les activités quotidiennes de l'organisation. Ces fonds, exempts de restriction servent à financer les engagements de coopération de l'organisation au titre des programmes de pays approuvés par le Conseil d'administration, ainsi que l'appui aux programmes, et ils couvrent les frais de gestion et d'administration de

l'organisation. Les ressources ordinaires permettent à l'UNICEF d'être présent partout dans le monde et de planifier ses travaux à long terme; elles garantissent la qualité de son personnel et ses compétences, l'efficacité et la continuité de ses travaux. Les ressources ordinaires permettent aussi à l'organisation de relever rapidement les défis dans un monde en évolution constante.

En 2000, 563 millions de dollars (49 % des recettes) ont été versés au titre des ressources ordinaires. Ce montant comprend les contributions versées par 133 gouvernements; le montant net des recettes provenant de la vente des cartes de vœux et autres produits; les fonds recueillis auprès du public (principalement par l'intermédiaire des Comités nationaux pour l'UNICEF); et diverses autres recettes. (Voir le tableau « Les 20 donateurs en tête de liste pour leur contribution aux ressources ordinaires, 2000 », page 28).

Les ressources ordinaires financent les budgets des programmes de pays, qui sont fonction, dans chaque pays, des trois critères suivants : le taux de mortalité des moins de 5 ans (la probabilité qu'un enfant meure avant l'âge de cinq ans, pour 1 000 naissances vivantes); le montant du revenu (PNB par habitant); et la taille de la population infantine. (Voir tableau page 26 sur la répartition des ressources ordinaires par pays).

Autres ressources

La seconde catégorie de ressources de l'UNICEF, appelées "autres ressources",

sont des fonds assortis de restrictions et consacrés à des objectifs spécifiques. Elles permettent notamment d'élargir la portée des engagements de coopération au titre des programmes de pays et donnent à l'UNICEF les moyens de fournir une assistance essentielle aux enfants et aux femmes, notamment lors des crises humanitaires.

Les contributions versées en l'an 2000 par les gouvernements, les organisations intergouvernementales et le secteur privé au titre des autres ressources se sont élevées à 576 millions de dollars (51 % des recettes). Sur ce total, 377 millions de dollars (33 % des recettes) ont servi à financer des projets approuvés par le Conseil d'administration venant s'ajouter aux programmes financés par les ressources ordinaires, et 199 millions de dollars (17 % des recettes) ont été affectés à des programmes de secours et de relèvement pour faire face à des situations d'urgence.

Il est indispensable que l'UNICEF, pour pouvoir poursuivre ses activités de base et s'acquitter de sa mission, parvienne à un meilleur équilibre entre les ressources ordinaires et les contributions affectées à des programmes spécifiques. En 2000, bien que les recettes globales de l'UNICEF aient progressé par rapport aux années précédentes, pour la toute première fois, les ressources ordinaires ont représenté moins de la moitié du montant total de ces recettes. (Voir le tableau sur les recettes de l'UNICEF 1998-2000, page 23.) Cette diminution des

* Les sommes sont exprimées en dollars des États-Unis.

ressources ordinaires est un sujet de grave préoccupation au sein de l'organisation.

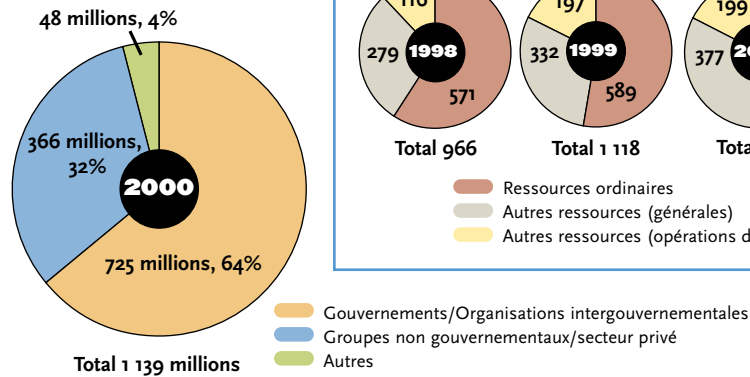
Contributions gouvernementales

En 2000, la contribution des gouvernements et des organisations intergouvernementales s'est élevée à 725 millions de dollars, ce qui représente près des deux tiers du montant total des recettes de l'UNICEF (1 139 millions de dollars). Douze gouvernements membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (Comité de l'aide au développement) ont accru le montant de leurs contributions au titre des ressources ordinaires de l'UNICEF par rapport à 1999, un gouvernement a réduit le montant de sa contribution et 12 gouvernements ont maintenu leur contribution au même niveau que l'année précédente.

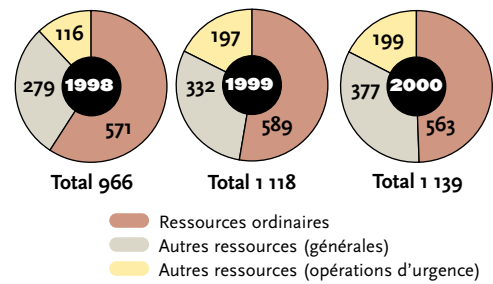
Avec 10 millions de dollars environ, l'Office humanitaire de la Communauté européenne est l'institution intergouvernementale qui a versé la contribution la plus élevée.

Les Etats-Unis restent en tête des gouvernements donateurs, fournissant à l'UNICEF 248 millions de dollars au total. Leur contribution aux ressources ordinaires, passée de 105 millions de dollars en 1999 à 110 millions en 2000, est la plus élevée de tous les pays. Leur contribution au titre des ressources ordinaires est passée

Contributions à l'UNICEF par provenance
(pour 2000, en dollars des E-U)



Recettes de l'UNICEF 1998-2000
(en millions de dollars des E-U)



de 105 millions de dollars en 1999 à 110 millions en l'an 2000. Leur contribution au titre des autres ressources a augmenté de 39 %, passant de 99 millions de dollars en 1999 à 138 millions en l'an 2000.

Le Royaume-Uni est passé de la sixième place en 1999 à la deuxième place au classement des principaux gouvernements donateurs avec un montant total de 84 millions de dollars, dont environ 27 millions ont été versés aux ressources ordinaires.

Le Japon a conservé sa troisième place, avec une contribution totale de 72 millions de dollars, dont 26 millions sont allés aux ressources ordinaires.

La Suède a pris la quatrième place dans la liste des gouvernements donateurs, avec

un montant total de 56 millions de dollars, dont 31 millions ont été affectés aux ressources ordinaires. En termes de contribution aux ressources ordinaires, la Suède occupe toujours le troisième rang.

La Norvège a pris la cinquième place, avec un montant total de 54 millions de dollars, tout en conservant sa deuxième place en termes de contribution aux ressources ordinaires (33 millions de dollars). Elle est toujours le principal donateur au titre de sa contribution par habitant, avec environ 12,30 dollars par personne (voir tableau, page 28).

Les Pays-Bas, avec un montant total de 51 millions de dollars, dont 23 millions au titre des ressources ordinaires, ont pris la sixième place parmi les principaux gouvernements donateurs.

Vient ensuite, en septième place, le Danemark, qui occupait le huitième rang en 1999. Sur les 29 millions de dollars versés à l'UNICEF, 23 millions sont allés aux ressources ordinaires.

L'Australie a également progressé d'un rang par rapport à 1999. Elle a pris la huitième place avec une contribution totale de 20 millions de dollars, dont 3 millions ont été affectés aux ressources ordinaires.

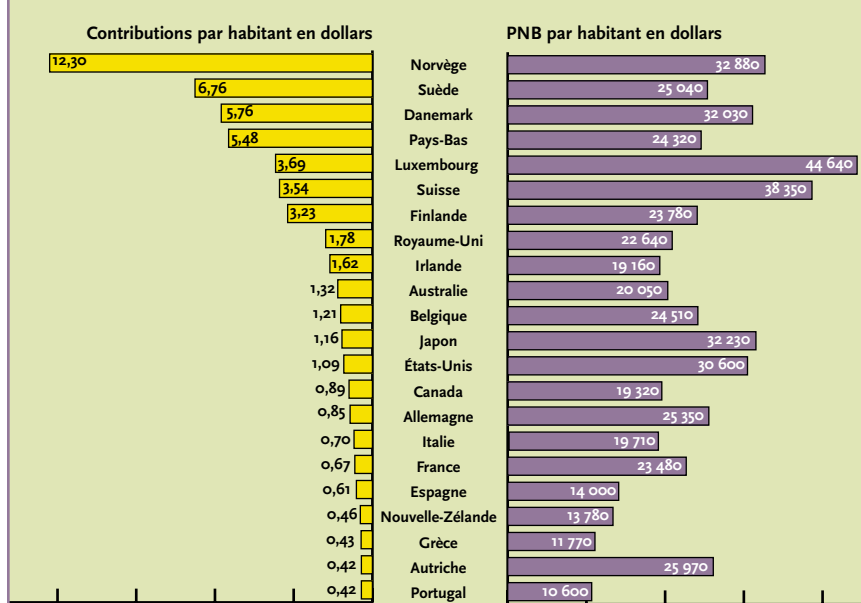
Le Canada et l'Italie, avec des contributions d'environ 20 millions et 17 millions de dollars respectivement, ont pris les neuvième et dixième places.

DÉPENSES

Le Directeur général autorise les dépenses nécessaires pour faire suite aux recommandations approuvées par le Conseil d'administration au titre de l'assistance aux programmes.

En 2000, les dépenses de l'UNICEF, sommes passées par pertes et profits comprises, se sont élevées à 1 111 millions de dollars (contre 1 064 millions de dollars en 1999). Sur ce total, les programmes de

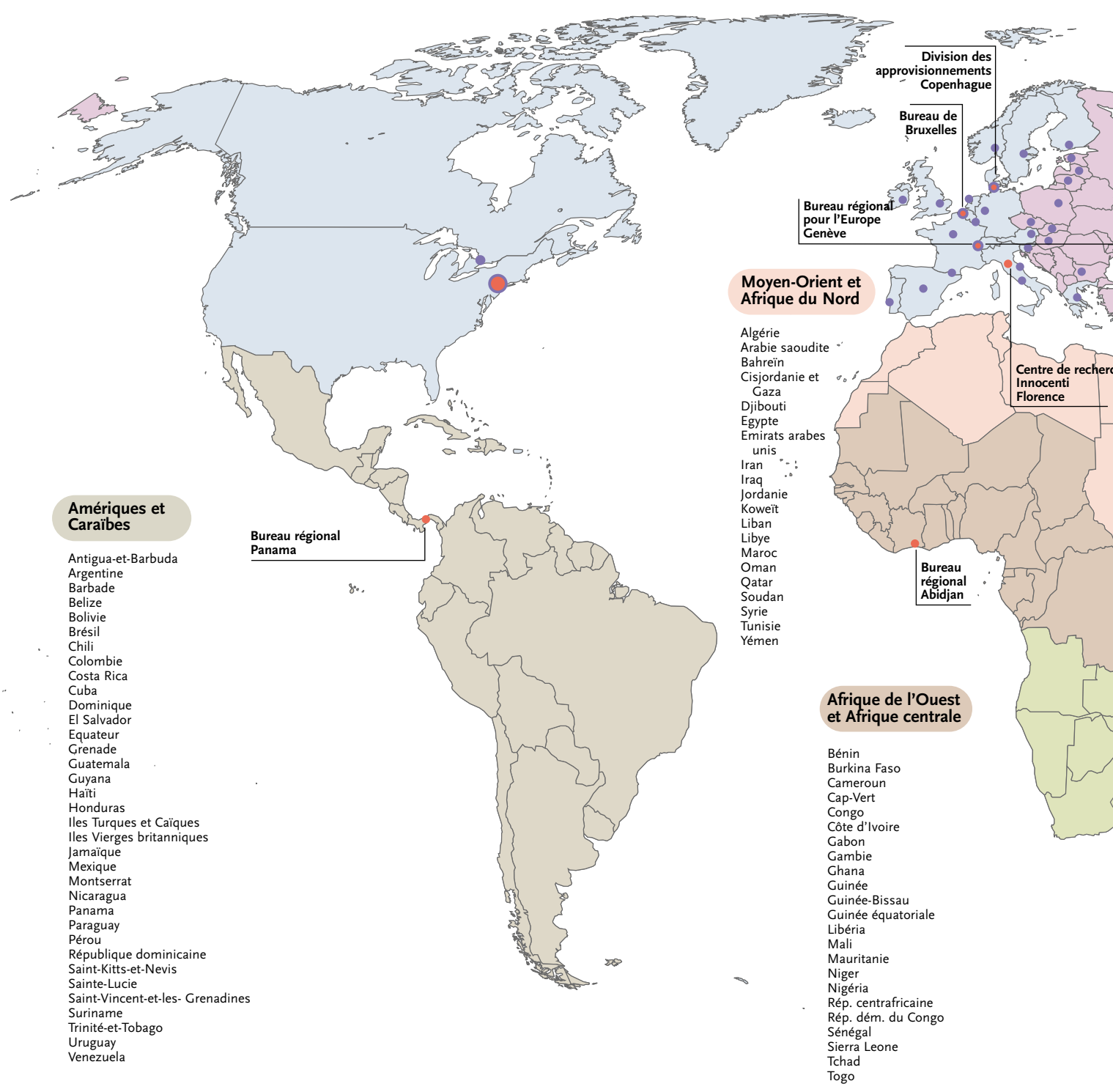
CONTRIBUTIONS VERSÉES À L'UNICEF PAR RAPPORT AU PNB



*Comprend les contributions des gouvernements, des comités nationaux, des ONG et d'autres donateurs parmi les principaux pays donateurs. Les pays cités sont membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Sources : Montant des contributions pour 2000 fourni par l'UNICEF. PNB par habitant (1999) extrait de *La situation des enfants dans le monde 2001*. Chiffres sur la population fournis par la Division de la population (ONU).

MONDIALE DE L'UN

LA DIMENSION

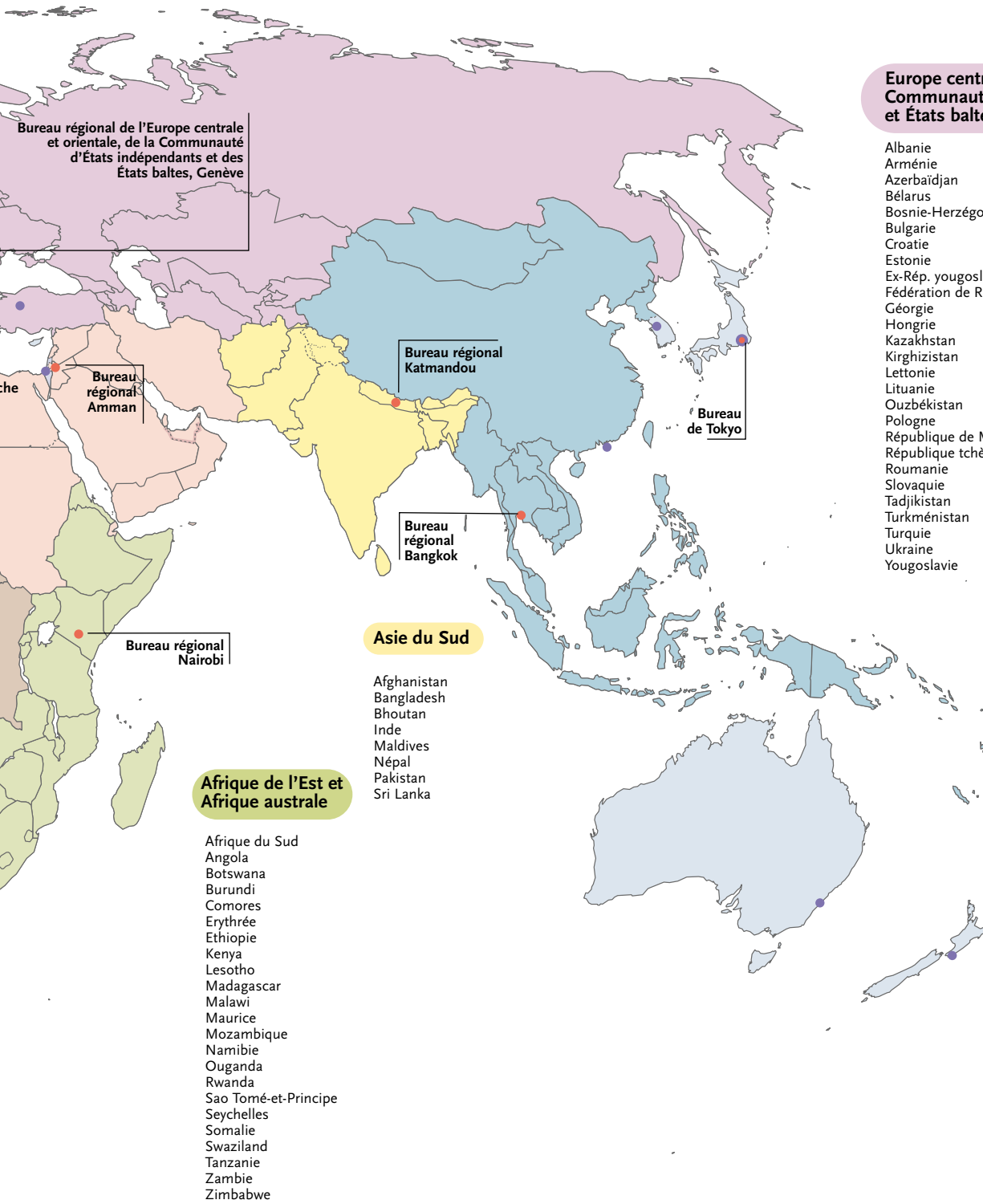


- Bureaux de l'UNICEF, y compris le siège de New York
- Comités nationaux pour l'UNICEF (Voir la liste complète en 3e page de couverture)
- Bureaux de l'UNICEF et Comités nationaux pour l'UNICEF

Note : Cette carte ne reflète pas une position de l'UNICEF sur le statut légal des pays et territoires représentés ou sur la délimitation de leurs frontières. La ligne en pointillé représente approximativement la "ligne de contrôle" établie à Jammu et au Cachemire consentie par l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif de Jammu et du Cachemire n'a pas encore fait l'objet d'un accord final entre les parties.

Crédits photos : (de gauche à droite) HQ95-0658/Toutounji ; HQ91-0231/Toutounji ; HQ000682/Chalasan ; HQ96-1438/Pirozzi ; DO192-0032/Charton ; HQ99-1084/Lemoyne ; HQ00-0826/Bronstein.





Europe centrale et orientale, Communauté d'États indépendants et États baltes

- Albanie
- Arménie
- Azerbaïdjan
- Bélarus
- Bosnie-Herzégovine
- Bulgarie
- Croatie
- Estonie
- Ex-Rép. yougoslave de Macédoine
- Fédération de Russie
- Géorgie
- Hongrie
- Kazakhstan
- Kirghizistan
- Lettonie
- Lituanie
- Ouzbékistan
- Pologne
- République de Moldova
- République tchèque
- Roumanie
- Slovaquie
- Tadjikistan
- Turkménistan
- Turquie
- Ukraine
- Yougoslavie

Asie orientale et Pacifique

- Cambodge
- Chine
- États fédérés de Micronésie
- Fidji
- Iles Cook
- Iles Marshall
- Iles Salomon
- Indonésie
- Kiribati
- Malaisie
- Mongolie
- Myanmar
- Nioué
- Palao
- Papouasie-Nlle-Guinée
- Philippines
- Rép. dém. pop. lao
- Rép. pop. dém. de Corée
- Samoa
- Thaïlande
- Timor oriental
- Tokélaou
- Tonga
- Tuvalu
- Vanuatu
- Viet Nam



PROGRAMMES FINANCÉS PAR LES RESSOURCES ORDINAIRES

Les programmes de pays ci-dessous sont approuvés pour des périodes pluriannuelles.

L'UNICEF a coopéré avec 162 pays, régions et territoires en 2000 : 46 en Afrique subsaharienne (Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale); 35 en Amérique latine et aux Caraïbes (Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes); 34 en Asie (Bureau régional pour l'Asie orientale et le Pacifique et Bureau régional pour l'Asie du Sud); 20 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord); et 27 en Europe centrale et orientale, dans la Communauté d'États indépendants et dans les États baltes.

Programmes financés par des fonds au titre des activités régionales : dans le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe – les Seychelles; dans le Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord – la Libye. Programmes financés uniquement par d'autres ressources : la Croatie et la Yougoslavie.

* Comprend des ressources ordinaires supplémentaires allouées après que le Conseil d'administration eut approuvé les premiers fonds.

¹ Notamment le Bélarus, la Bulgarie, l'Estonie, la Fédération de Russie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et l'Ukraine.

² Notamment Antigua-et-Barbuda, la Barbade, la Dominique, Grenade, les Îles Turques et Caïques, les Îles Vierges britanniques, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, le Suriname, la Trinité-et-Tobago.

³ Notamment les Îles Cook, Les États fédérés de Micronésie, Fidji, Kiribati, les Îles Marshall, Nioué, Palaos, le Samoa, les Îles Salomon, Tokélaou, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

⁴ L'UNICEF fournit une aide aux enfants et femmes palestiniens pour la période 2001–2003 dans les pays et territoires suivants : Jordanie (\$600 000); Liban (\$1 050 000); Syrie (\$600 000); Cisjordanie et Gaza (\$2 550 000).

Afghanistan 2000–2002:	\$26 461 000	ECO, CEI et États baltes¹ 2000–2001:	\$7 000 000	Liban⁴ 1997–2001:	\$5 000 000	Rép. dém. du Congo 2000–2002:	\$46 030 000
Afrique du Sud 1997–2001:	\$5 200 000	Équateur 1999–2003:	\$3 799 000	Lesotho 1997–2001:	\$5 000 000	Rép. dominicaine 1997–2001:	\$5 000 000
Albanie 2001–2005:	\$3 445 000	Égypte* 1995–2001:	\$30 000 000	Libéria 2001–2002:	\$2 699 000	Rép. de Moldova 1997–2001:	\$3 750 000
Algérie 2001:	\$1 085 000	El Salvador 1997–2001:	\$5 000 000	Madagascar 2001–2003:	\$14 344 000	Rép. pop. dém. de Corée 2001–2003:	\$2 761 000
Angola 1999–2003:	\$18 729 000	Érythrée 2001:	\$1 296 000	Malawi 1997–2001:	\$14 750 000	Rép. dém. pop. lao 1998–2002:	\$5 265 000
Argentine 1997–2001:	\$5 000 000	Éthiopie 2000–2001:	\$30 790 000	Malaisie* 1997–2001:	\$3 000 000	Roumanie 2000–2004:	\$3 625 000
Arménie 2000–2004:	\$3 430 000	Ex-Rép. yougoslave de Macédoine 1999–2001:	\$1 853 000	Maldives 1999–2002:	\$2 552 000	Rwanda 2001–2006:	\$14 147 000
Azerbaïdjan 2000–2004:	\$4,519,000	Gabon 1997–2001:	\$3 750 000	Mali 1998–2002:	\$16 605 000	Sao-Tomé-et-Principe 1997–2001:	\$3 750 000
Bangladesh 2001–2005:	\$62 613 000	Gambie 1999–2003:	\$3 594 000	Maroc 1997–2001:	\$7 360 000	Sénégal 1997–2001:	\$5 080 000
Belize 1997–2001:	\$3 750 000	Géorgie 2001–2005:	\$3 380 000	Mauritanie* 1999–2003:	\$5 474 753	Sierra Leone 2000–2001:	\$4 837 000
Bénin 1999–2003:	\$5 913 000	Ghana 2001–2005:	\$17 165 000	Maurice 2001–2003:	\$1 500 000	Somalie 2001–2003:	\$13 793 000
Bhoutan 1997–2001:	\$5 000 000	Guatemala 1997–2001:	\$5 000 000	Mexique 1996–2001:	\$6 280 000	Soudan 1997–2001:	\$19 650 000
Bolivie 1998–2002:	\$4 480 000	Guinée 1997–2001:	\$7 400 000	Mongolie 1997–2001:	\$3 750 000	Sri Lanka 1997–2001:	\$5 000 000
Bosnie-Herzégovine 1999–2001:	\$2 335 000	Guinée-Bissau 1998–2002:	\$4 500 000	Mozambique 1999–2001:	\$18 238 000	Swaziland 2001–2005:	\$3 295 000
Botswana 2000–2002:	\$2 073 000	Guinée équatoriale 1999–2003:	\$3 378 000	Myanmar 2001–2005:	\$33 010 000	Syrie⁴ 2001:	\$926 000
Brésil 2001:	\$755 000	Guyana 2001–2005:	\$3 275 000	Namibie 1997–2001:	\$5 000 000	Tadjikistan 2000–2004:	\$6 080 000
Burkina Faso 2001–2005:	\$19 140 000	Haïti 2000–2001:	\$3 902 000	Népal 1997–2001:	\$18 400 000	Tanzanie 1997–2001:	\$31 720 000
Burundi 2001:	\$2 332 000	Honduras 2001:	\$876 000	Nicaragua 1997–2001:	\$5 000 000	Tchad 2001–2005:	\$12 204 000
Cambodge 2001–2005:	\$15 583 000	Îles Caraïbes orientales² 1998–2002:	\$6 000 000	Niger 2000–2004:	\$31 672 000	Thaïlande 1999–2003:	\$3 965 000
Cameroun 1998–2002:	\$6 500 000	Îles du Pacifique³ 1997–2001:	\$7 000 000	Nigéria 1997–2001:	\$67 000 000	Timor oriental 2001–2002:	\$1 500 000
Cap-Vert 2000–2004:	\$3 115 000	Inde 1999–2002:	\$120 042 000	Oman 2001–2003:	\$1 500 000	Togo 1997–2001:	\$5 000 000
Chili 1997–2001:	\$5 000 000	Indonésie 2001–2005:	\$25 442 000	Ouganda 2001–2005:	\$26 088 000	Tunisie 1997–2001:	\$5 000 000
Chine 2001–2005:	\$60 349 000	Iran 2000–2004:	\$3 902 000	Ouzbékistan 2000–2004:	\$8 070 000	Turquie 2001–2005:	\$4 500 000
Colombie 2000–2001:	\$1 666 000	Iraq 2001:	\$2 453 000	Pakistan 1999–2003:	\$56 943 000	Turkménistan 2000–2004:	\$4 288 000
Comores 1997–2001:	\$3 750 000	Jamaïque 1997–2001:	\$3 750 000	Panama 1997–2001:	\$3 750 000	Uruguay 1997–2001:	\$3 750 000
Congo 2001–2002:	\$1 878 000	Jordanie⁴ 1998–2002:	\$4 250 000	Papouasie-Nouvelle-Guinée 1998–2002:	\$4 250 000	Venezuela 1998–2002:	\$4 250 000
Costa Rica 1997–2001:	\$3 750 000	Kazakhstan 2000–2004:	\$4 500 000	Paraguay 2000–2001:	\$1 417 000	Viet Nam 2001–2005:	\$20 324 000
Côte d'Ivoire 1997–2001:	\$10 250 000	Kenya 1999–2003:	\$16 785 000	Pérou 2001–2005:	\$4 418 000	Yémen 1999–2001:	\$7 861 000
Cuba 1997–2001:	\$5 000 000	Kirghizistan 2000–2004:	\$4 038 000	Philippines 1999–2003:	\$12 499 000	Zambie 1997–2001:	\$10 250 000
Djibouti 1999–2003:	\$3 304 000			Rép. centrafricaine 1997–2001:	\$5 000 000	Zimbabwe 2000–2004:	\$8 391 000

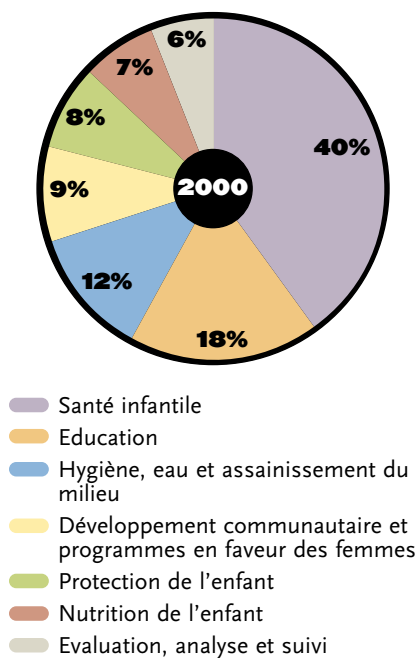
coopération par pays ont absorbé 1 021 millions de dollars (92 %), les dépenses consacrées à l'administration et à la gestion, 84 millions (7 %), et les sommes passées par pertes et profits et autres dépenses, environ 6 millions (1 %). (Les dépenses au titre des programmes, par domaine d'activité, sont présentées dans le graphique de la page 27).

BUDGET D'APPUI BIENNAL 2000-2001

En septembre 1999, le Conseil d'administration a approuvé le budget d'appui biennal pour l'exercice 2000-2001. Ce budget à croissance zéro par rapport à l'exercice biennal 1998-1999 est le fruit de mesures d'efficacité et du programme de perfectionnement des méthodes de gestion. Dans ce budget, l'organisation a pu maximiser les ressources affectées aux programmes et renforcer l'orientation stratégique des opérations du siège afin de contribuer plus efficacement à la réalisation des priorités définies dans le Plan stratégique à moyen terme. En termes réels, le budget d'appui biennal pour l'exercice 2000-2001 représente une réduction de 4 % par rapport à l'exercice 1998-1999.

Le budget d'appui comprend deux catégories : 1) assistance aux programmes des bureaux de pays et des bureaux régionaux et prise en charge d'une petite partie des opérations du siège liée à la mise

Dépenses de l'UNICEF : programmes par secteur, 2000*



*A l'exclusion de l'appui aux programmes

au point et à l'exécution des programmes; et 2) gestion et administration, couvrant les fonctions de direction générale, politique organisationnelle, relations extérieures et gestion de l'information, ainsi que d'administration des ressources financières et humaines assumées par le siège. Grâce à la poursuite de la tendance à la décentralisation et à l'amélioration des méthodes de travail, le budget du siège pour l'exercice 2000-2001 a baissé de 9 % en termes réels par rapport à l'exercice 1996-1997. La gestion et l'administration ont représenté 8,3 % du montant total des dépenses pour l'exercice 2000-2001.

GESTION ET OPÉRATIONS

Livraison des fournitures essentielles

L'UNICEF possède l'un des plus vastes réseaux d'approvisionnement de toutes les organisations internationales. En 2000, l'UNICEF a acheté du matériel pour un montant de 502 millions de dollars. Sur ce total, du matériel pour un montant de 288 millions de dollars a été livré par sa Division des approvisionnements, située à Copenhague, et pour un montant de 214 millions de dollars par ses bureaux extérieurs. Il s'agissait surtout de vaccins et d'équipements pour la vaccination, de médicaments essentiels, de matériel médical, éducatif, nutritionnel, d'approvisionnement en eau et d'assainissement. L'UNICEF, qui est le principal fournisseur de vaccins des pays en développement, finance les vaccins de 75 % des enfants vivant dans ces pays. En 2000, l'organisation a aussi livré du matériel à des donateurs comme la Banque mondiale.

En 2000, l'UNICEF a également organisé 42 ponts aériens – 11 rien qu'au mois de juin – à partir de son entrepôt de Copenhague pour faire face à des situations d'urgence. Il a ainsi livré des nécessaires médico-sanitaires, des médicaments essentiels, des équipements médicaux, des réservoirs pour l'eau, du matériel d'épuration de l'eau, du matériel éducatif et des vivres aux victimes de crises telles que la sécheresse dans la corne de l'Afrique, les inondations à Madagascar et au Mozambique, les troubles dans la région des Grands Lacs en Afrique, en Tchétchénie (Fédération de Russie) ou au Timor oriental.

Le volume des achats effectués sur place par l'UNICEF est l'un des plus importants du système des Nations Unies. L'organisation soutient les entreprises locales non seulement pour renforcer leurs capacités mais aussi pour obtenir les prix les plus compétitifs et pour réduire les frais de transport et autres dépenses. L'UNICEF

L'UNICEF en bref : 2000

Les activités de l'UNICEF sont assurées par son siège à New York, ses 8 bureaux régionaux et ses 126 bureaux extérieurs répartis sur l'ensemble de la planète. Les bureaux de l'UNICEF à Tokyo et Bruxelles appuient les activités de collecte de fonds. L'UNICEF dispose également d'un centre de recherche à Florence et d'un centre d'approvisionnement à Copenhague. Ses 37 Comités nationaux se chargent de réunir des fonds et de faire connaître la mission et les travaux de l'UNICEF partout dans le monde.

Pays, zones et territoires dans lesquels l'UNICEF exécute des programmes : 162
 Pourcentage de postes sur le terrain : 85 %
 Nombre de postes dans le monde : 5 554
 Les trois principaux gouvernements donateurs :
en termes de contribution : États-Unis, Royaume-Uni, Japon
en termes de contribution par habitant : Norvège, Suède, Danemark
en termes de contribution aux ressources ordinaires : États-Unis, Norvège, Suède

Conseil d'administration de l'UNICEF

du 1^{er} janvier au 31 décembre 2001

L'UNICEF est géré par un Conseil d'administration composé de 36 membres. Cet organe intergouvernemental établit les politiques, approuve les programmes et prend des décisions relatives aux plans administratifs et financiers, ainsi qu'aux budgets. Ses membres sont élus par le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies et conservent généralement leur siège pendant trois ans.

MEMBRES EN 2001:

Président

S.E. M. Movses Abelian (Arménie)

Vice-Présidents

S.E. M. Andrés Franco (Colombie)
 Mme Jacqueline de Lacy (Australie)
 M. Paul Goa Zoumanigui (Guinée)
 S.E. M. Aloukèo Kittikhoun
 (République démocratique populaire lao)

MEMBRES DU CONSEIL:

Mandats expirant le:

31 décembre 2001 : Canada, Chine, Danemark, Fédération de Russie, France, Guyana, Pakistan, Paraguay, Ukraine, Zimbabwe

31 décembre 2002 : Allemagne, Australie, Bolivie, Côte d'Ivoire, Cuba, États-Unis d'Amérique, Guinée, Inde, Italie, Pays-Bas, République islamique d'Iran, Roumanie

31 décembre 2003 : Arménie, Colombie, Gabon, Gambie, Indonésie, Japon, Madagascar, Maroc, Norvège, Portugal, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, Suède, Yémen

dirige deux centres régionaux afin de répondre aux besoins des programmes locaux. Le centre régional d'approvisionnement de Pretoria fournit des moustiquaires traitées à l'insecticide, des services d'imprimerie et, de plus en plus, du matériel d'urgence, essentiellement aux bureaux de l'UNICEF en Afrique. Le second centre régional de l'UNICEF, situé à Ankara, fournit du matériel aux bureaux de pays de la région ainsi qu'au Programme «pétrole contre nourriture» en Iraq.

En 2000, pour la première fois, c'est un pays bénéficiant de programmes de pays – l'Inde – et non pas un pays industrialisé, qui a été le premier fournisseur de l'UNICEF (contre-valeur calculée en dollars). Des entreprises indiennes ont fourni du matériel à l'UNICEF pour un montant de 82 millions de dollars, notamment des vaccins et des équipements de vaccination à utiliser en Inde et dans d'autres pays.

Technologies de l'information

En 2000, l'UNICEF a adopté des mesures supplémentaires visant à améliorer la qualité de ses services en matière de technologies de l'information (TI), à limiter les risques et les coûts des initiatives mondiales relatives aux TI et à renforcer la disponibilité et la performance des systèmes. Des systèmes de gestion électronique ont été peu à peu introduits pour renforcer la capacité de l'UNICEF à contrôler des opérations qui couvrent peu à peu l'ensemble de la planète et à effectuer les dépannages nécessaires.

L'intégration et le réglage de précision des systèmes de gestion des programmes, des finances, de la logistique et du personnel se sont poursuivis, grâce à un module Personnel et États de paie du Système intégré de gestion, qui a été mis en opération dans les bureaux extérieurs en l'an 2000 et qui devrait être totalement opérationnel en 2001.

Les bureaux de l'UNICEF dans 50 pays sont étroitement reliés grâce à un réseau Global IP (Protocole Internet), qui leur fournit un accès sûr à l'Internet, l'Intranet et au courrier électronique. Tous les autres pays seront connectés à ce réseau étendu (WAN) en 2001. Quatre bureaux régionaux supplémentaires ont été dotés de postes de télécommunication afin de renforcer les capacités sur le terrain en cas de situations d'urgence et en matière de télécommunications sans fil.

L'UNICEF continue à améliorer le contenu, la portée et la visibilité de son site Internet. Les pages du Centre de presse et de La voix des jeunes, en particulier, servent

de centres d'échanges d'informations sur des thèmes importants. Le nombre de visiteurs du site www.unicef.org a augmenté de 50 % en 2000. Grâce aux améliorations apportées à la présentation et au contenu de l'Intranet, son utilisation par le personnel de l'UNICEF a doublé depuis 1999.

Ressources humaines

L'un des grands atouts de l'UNICEF est son personnel, riche des connaissances et de l'expérience que son travail, dans une vaste gamme de pays et dans des situations très variées, lui a permis d'acquérir. La majorité du personnel – 85 % – occupe des postes dans les bureaux extérieurs. En l'an 2000, l'UNICEF a adopté un certain nombre de mesures pour enrichir et élargir les connaissances et les compétences de son personnel :

- Il a déployé des efforts concertés pour assurer un roulement du personnel au siège et dans les lieux d'affectation à hauts risques et difficiles. Cette mesure a contribué à favoriser l'organisation des carrières et la promotion professionnelle, ainsi que la gestion des ressources humaines.
- Au moins 75 membres du personnel, cadres ou futurs cadres, ont participé à des ateliers pour améliorer leurs compétences administratives.
- De nouveaux systèmes ont été introduits et testés dans plusieurs pays afin d'améliorer l'organisation des carrières et l'évaluation des aptitudes professionnelles. En outre, un nouveau processus à « 360 degrés » permettant de faire le point sur les prestations professionnelles a été mis au point.

Collecte de fonds auprès du secteur privé

L'UNICEF a pris un certain nombre de mesures en 2000 pour améliorer son développement et son efficacité, souvent en collaboration avec ses Comités nationaux. (Consulter la section « Partenariats », pages 16-19 pour plus de renseignements sur les partenariats avec le secteur privé). Il a :

- compilé et créé des documents sur les meilleures pratiques industrielles de collecte de fonds par publipostage direct, dans le but d'obtenir le maximum de fonds, le plus longtemps possible, auprès des donateurs actuels, grâce au nouveau projet d'Initiative mondiale pour les techniques de collecte de fonds (GIFT).
- continué de créer et d'améliorer des projets d'investissement ciblés et orientés pour rendre l'UNICEF plus compétitif et soutenir les capacités génératrices de revenus sur des marchés tels que ceux de l'Australie,

du Canada et des pays nordiques.

- renforcé la base de données de l'UNICEF sur les techniques et méthodes de collecte de fonds; déployé des efforts pour la rendre plus interactive grâce au Centre de connaissances sur la commercialisation en ligne destiné aux bureaux extérieurs de l'UNICEF et à ses Comités nationaux.
- exploré de nouvelles façons de recueillir des fonds en faisant appel aux petites entreprises et en lançant des appels directs internationaux.
- renforcé la stratégie en matière d'orientation, de planification et de collaboration entre la Division du secteur privé, le Bureau régional de Genève et la communauté des Comités nationaux pour l'UNICEF grâce à la création d'un groupe d'étude sur le secteur privé mondial.

LES 20 DONATEURS EN TÊTE DE LISTE POUR LEUR CONTRIBUTION AUX RESSOURCES ORDINAIRES, 2000

Gouvernements	Contributions (en milliers de dollars)	Contributions par habitant ^a (en dollars)
États-Unis	109 582	0,39
Norvège	32 676	7,31
Suède	31 157	3,52
Royaume-Uni	26 667	0,45
Japon	25 596	0,20
Danemark	22 952	4,31
Pays-Bas	22 754	1,43
Finlande	11 158	2,16
Suisse	10 303	1,44
Italie	9 524	0,17
Canada	9 081	0,30
France	6 783	0,11
Allemagne	4 206	0,05
Australie	3 034	0,16
Belgique	2 776	0,27
Irlande	2 347	0,62
Espagne	1 496	0,04
Rép. de Corée	1 300	0,03
Chine	1 210	0,00
Autriche	1 011	0,13

Comités pour l'UNICEF	Contributions (en milliers de dollars)	Contributions par habitant ^a (en dollars)
Japon	68 199	0,54
Allemagne	29 990	0,37
Pays-Bas	28 665	1,81
France	23 772	0,40
Italie	20 055	0,35
États-Unis	13 860	0,05
Espagne	11 468	0,29
Royaume-Uni	7 150	0,12
Suisse	6 382	0,89
Grèce	4 296	0,40
Belgique	3 943	0,38
Hong Kong	3 559	0,52
Rép. de Corée	3 380	0,07
Portugal	2 855	0,29
Suède	2 254	0,25
Finlande	1 860	0,36
Autriche	1 632	0,20
Slovénie	1 309	0,66
Australie	1 309	0,07
Danemark	1 243	0,23

^aLa contribution par habitant a été calculée à partir des statistiques démographiques fournies par la Division de la population (ONU). Source : montant des contributions pour 2000 fourni par l'UNICEF.

MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2000¹

	Contributions gouvernementales		Contributions du secteur privé				TOTAL
	Ressources ordinaires	Autres ressources ²	Comités nationaux		Autres contributions		
			Ressources ordinaires ³	Autres ressources ²	Ressources ordinaires ³	Autres ressources ²	
Afrique du Sud	31 560	473 400				21 000	525 960
Algérie	25 000						25 000
Allemagne	4 206 438	474 602	29 989 688	34 924 273	83	80 000	69 675 083
Andorre	13 300		142 266	99 321			254 887
Arabie saoudite	1 000 000				340 373		1 340 373
Argentine		142 034			92 290	1 749 620	1 983 943
Australie	3 033 763	17 453 649	1 308 722	3 411 932	8 546		25 216 612
Autriche	1 011 440	412 572	1 631 710	373 601			3 429 323
Azerbaïdjan						100 000	100 000
Bahamas	1 000						1 000
Bangladesh	32 000	413 000					445 000
Barbade	4 000				3 797		7 797
Bélarus	5 000						5 000
Belgique	2 776 480	4 035 712	3 942 538	1 683 291			12 438 022
Belize	37 879						37 879
Bénin					5 162		5 162
Bhoutan	21 000						21 000
Bolivie	10 000	922 217			54 048		986 265
Botswana	5 652						5 652
Bésil					1 838 202	3 154 437	4 992 639
Bulgarie			105 464				105 464
Burkina Faso	7 182						7 182
Burundi	1 330						1 330
Cambodge					415		415
Cameroun					302	(653)	(350)
Canada	9 081 135	10 902 618	1 189 849	4 931 403	169		26 105 175
Chili	77 000				26 126	70 699	173 826
Chine	1 209 616				101 038	128 640	1 439 293
Chypre	1 270				512 472		513 742
Colombie	450 000	17 131			416 560	364 914	1 248 605
Côte d'Ivoire		123 702			4 300		128 002
Croatie					129 906		129 906
Cuba	50 000						50 000
Danemark	22 951 900	6 153 673	1 242 769	315 023			30 663 365
Égypte	34 667	105 995				147 604	288 266
El Salvador	26 000						26 000
Émirats arabes unis	100 000						100 000
Équateur					430 715	18 538	449 253
Espagne	1 495 650		11 468 168	11 304 062 ⁵		10 308	24 278 189
Estonie		19 295	117 653				136 948
États-Unis d'Amérique	109 582 000	138 017 795	13 860 010	25 814 187	725	232 808	287 507 524
Éthiopie	36 869						36 869
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	5 000					3 652	8 652
Fédération de Russie	500 000						500 000
Fidji	2 293						2 293
Finlande	11 158 450	1 975 240	1 860 221	1 709 679			16 703 590
France	6 782 640	735 456	23 772 227	8 193 593	29		39 483 944
Gabon					61		61
Gambie	4 692				471		5 163
Ghana	5 000					32 146	37 146

MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2000¹

	Contributions gouvernementales		Contributions du secteur privé				TOTAL
			Comités nationaux		Autres contributions		
	Ressources ordinaires	Autres ressources ²	Ressources ordinaires ³	Autres ressources ²	Ressources ordinaires ³	Autres ressources ²	
Gibraltar					14 817		14 817
Grèce	230 000	30 000	4 295 767	47 207			4 602 974
Honduras	24 879				8 559		33 438
Hong Kong			3 558 754	1 855 129			5 413 883
Hongrie			270 227	23 636			293 863
Inde	959 710				(308 174)	356 143	1 007 679
Indonésie					422 784	381 142	803 926
Iran, République islamique	100 000				128 006		228 006
Irlande	2 347 140	2 601 037	594 567	606 616	2		6 149 362
Islande	109 007				24 471		133 479
Israël	60 000	4 038	34 744				98 782
Italie	9 524 200	7 386 977	20 055 265	3 454 062	476	1 325 248 ⁴	41 746 231
Jamaïque	60 000				6 882		66 882
Japon	25 596 000	46 326 138	68 199 174	5 920 177	19 674		146 061 163
Jordanie	28 249						28 249
Kenya					60 557		60 557
Koweït	200 000						200 000
Lettonie			33 496				33 496
Liban		272 086			117 525	(76 422)	313 189
Liechtenstein	4 268	77 286					81 555
Lituanie			73 677				73 677
Luxembourg	417 780	75 000	605 548	514 306			1 612 634
Madagascar		122 976				16 566	139 542
Malaisie	84 000				6 311	9	90 320
Malawi	758						758
Maldives	7 564						7 564
Malte	3 342				5 456		8 798
Maroc	145 693				529 873		675 566
Maurice	14 314				4 465	3 616	22 395
Mexique	203 960	25 162			2 105 337	160 894	2 495 353
Monaco	14 000				40 043	67 103	121 145
Mongolie	9 992						9 992
Mozambique	3 000						3 000
Myanmar	9 086						9 086
Namibie						(1 608)	(1 608)
Nicaragua	7 000						7 000
Nigéria					443 377	79 782	523 159
Norvège	32 676 000	21 200 445	1 013 210	68 960	559		54 959 174
Nouvelle-Zélande	926 063	706 279	93 508	29 126			1 754 977
Oman	50 000	50 000				4 769	104 769
Ouganda	2 000						2 000
Pakistan	104 519				(10 815)		93 704
Panama	22 664				9 761		32 425
Papouasie-Nouvelle-Guinée	5 000						5 000
Paraguay					38 270	14 241	52 511
Pays-Bas	22 753 610	28 097 933	28 665 294	7 376 505		50 000	86 943 341
Pérou					539 219	17 083	556 301
Philippines	82 525				300 296	312 171	694 992
Pologne	46 000		241 459				287 459
Portugal	200 000	520 000	2 855 194	680 359			4 255 552

MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2000¹

	Contributions gouvernementales		Contributions du secteur privé				TOTAL
	Ressources ordinaires	Autres ressources ²	Comités nationaux		Autres contributions		
			Ressources ordinaires ³	Autres ressources ²	Ressources ordinaires ³	Autres ressources ²	
Qatar						250 000	250 000
Rép. dem. populaire lao	5 000				895		5 895
République arabe syrienne	18 522						18 522
République centrafricaine						(877)	(877)
République de Corée	1 300 000	100 000	3 380 122	400 000			5 180 122
République de Moldova						4 750	4 750
République dém. pop. de Corée	30 233						30 233
République dominicaine					193 726		193 726
République tchèque	126 150	56 227	84 510	54 732			321 618
Roumanie	9 904						9 904
Royaume-Uni	26 666 640	57 418 367	7 150 222	14 676 034		7 862	105 919 124
Saint-Marin		19 807	28 272	44 311			92 390
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	2 225						2 225
Sénégal		27 888			(50 782)	(181)	(23 075)
Singapour	50 000				48 864	20 151	119 015
Slovaquie			248 500				248 500
Slovénie	3 700		1 309 092	91 970			1 404 762
Sri Lanka	18 323	15 772				8 982	43 077
Suède	31 156 900	24 784 550	2 254 348	1 543 841			59 739 638
Suisse	10 303 020	3 391 463	6 381 663	4 915 446	375 521	2 712	25 369 825
Tchad		15 204			2 071		17 275
Thaïlande	214 739				214 503	1 688 108	2 117 350
Togo	3 500					(9)	3 491
Trinité-et-Tobago	1 587				12 815		14 403
Tunisie	34 797				117 003		151 801
Turquie	120 000		420 535	297 048			837 583
Uruguay					192 281		192 281
Venezuela					242 889	23 133	266 022
Viet Nam	13 709					52 687	66 396
Yémen	18 400				2 077		20 477
Yougoslavie					365 610		365 610
Zambie					(725)		(725)
Zimbabwe					3 123		3 123
Ressources diverses	(200)				572 591		572 391
SOUS-TOTAL	342 906 677	375 702 726	242 478 434	135 359 827	10 765 977	10 881 776	1 118 095 417
Donateurs intergouvernementaux, non gouvernementaux et du système de l'ONU							
Agence de Coopération Culturelle et Technique		48 571					48 571
AGFUND		50 000					50 000
Association canadienne de santé publique						11 808	11 808
Association Mondiale des Amis de l'Enfance (AMADE)						166 286	166 286
Banque mondiale						1 669 250	1 669 250
Bureau de la coordination des affaires humanitaires (ONU)						2 068 650	2 068 650
Bureau des services d'appui aux projets (ONU)						162 750	162 750

MONTANT TOTAL DES RECETTES DE L'UNICEF PAR PROVENANCE, 2000¹

	Contributions gouvernementales		Contributions du secteur privé				TOTAL
			Comités nationaux		Autres contributions		
	Ressources ordinaires	Autres ressources ²	Ressources ordinaires ³	Autres ressources ²	Ressources ordinaires ³	Autres ressources ²	
Bureau du Programme pour l'Iraq (ONU)						225 150	225 150
Columbia University, New York						4 653 800	4 653 800
Commission européenne		2 483 736					2 483 736
Conseil de l'Europe		122 222					122 222
Département des opérations de maintien de la paix (ONU)						968 632	968 632
Entraide universitaire mondiale du Canada						418 484	418 484
Fondation Bill & Melinda Gates						1 492 176	1 492 176
Fondation des Nations Unies, Inc.						16 363 682	16 363 682
Fonds de l'OPEP		75 000					75 000
Fonds mondial pour les vaccins de l'enfance						1 001 500	1 001 500
Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme						134 700	134 700
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés						558 416	558 416
Institutions des Nations Unies (appui inter-institutions)						96 651	96 651
Netaid.org Foundation						65 474	65 474
Office humanitaire de la Communauté européenne		10 132 021					10 132 021
OMS						210 800	210 800
Organisation de l'unité africaine		98 180					98 180
Organisation internationale du Travail						596 311	596 311
Personnel de l'ONU et de ses institutions						5 000	5 000
PNUD						300 000	300 000
Programme alimentaire mondial						40 000	40 000
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA						3 941 468	3 941 468
Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues						179,424	179 424
Rotary International						7 881 818	7 881 818
Secrétariat de l'ONU						12 000 000	12 000 000
Tetsuko Kuroyanagi, Japon					1 000 489	999 900	2 000 389
SOUS-TOTAL							70 222 348
Ajustement des recettes par rapport aux années précédentes ⁶	225 770	(7 210 469)	436 763	(1 118 996)	191 681	(110 103)	(7 585 354)
Autres recettes							47 645 585
Moins le coût des marchandises livrées et autres dépenses ⁷							(89 544 006)
TOTAL GÉNÉRAL							1 138 833 989

1) Toutes les contributions sont exprimées en dollars des États-Unis; les sommes ont été arrondies.

2) Y compris les fonds affectés aux programmes d'urgence.

3) Y compris les recettes de la Division du secteur privé.

4) Y compris les fonds réunis par le Centre de recherche Innocenti.

5) Y compris les fonds versés par le Gouvernement basque au titre d'autres ressources.

6) Y compris les remboursements et les ajustements de recettes effectués au cours des années précédentes.

7) Coût des marchandises livrées et des autres dépenses de fonctionnement de la Division du secteur privé, à l'exclusion des commissions retenues par les partenaires commerciaux.

Pour toute information complémentaire, veuillez consulter notre site Internet <www.unicef.org/french> ou vous adresser aux :

Comités pour l'UNICEF

ALLEMAGNE Deutsches Komitee für UNICEF

Höninger Weg 104
D - 50969 Cologne

ANDORRE Comitè Nacional d'Andorra per a l'UNICEF

Avda. del Fener, 14
Escaldes-Engordany

AUSTRALIE Australian Committee for UNICEF Ltd.

P.O. Box A 2005
Sydney South, N.S.W. 1235

AUTRICHE Österreichisches Komitee für UNICEF

UNICEF Information Centre
Hietzinger Hauptstrasse, 55
A - 1130 Vienne

BELGIQUE Comité belge pour l'UNICEF

Avenue des Arts 20
Boîte 18
B - 1000 Bruxelles

BULGARIE Comité national bulgare pour l'UNICEF

18/B Pentcho Slaveikov Blvd.
BG - 1606 Sofia

CANADA Canadian UNICEF Committee/ Comité UNICEF Canada

443, Mount Pleasant Road
CDN - Toronto, Ontario M4S 2L8

DANEMARK Dansk UNICEF Komitee UNICEF Plads DK - 2100 Copenhague Ø

ESPAGNE Comité Español del UNICEF Mauricio Legendre, 36 E - 28046 Madrid

ESTONIE UNICEF-I Eesti Rahvuskomitee P.O. Box 3324 EE - 10506 Tallinn

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE US Fund for UNICEF 333 East 38th Street, GC-6 USA - New York, NY 10016

FINLANDE Suomen UNICEF - yhdistys r.y. Perttulantie 6 SF - 00210 Helsinki

FRANCE Comité français pour l'UNICEF

3, rue Duguay-Trouin
75282 Paris Cedex 06

GRÈCE Hellenic National Committee for UNICEF

1, Xenias Street
GR - 115 27 Athènes

HONGRIE UNICEF Magyar Nemzeti Bizottsága

Varsanyi Iren U. 26-34, II. LH VI.1
H - 1027 Budapest

HONG KONG Hong Kong Committee for UNICEF

60, Blue Pool Road 3/F.
Happy Valley, Hong Kong

IRLANDE Irish National Committee for UNICEF

28 Lower Ormond Quay
IRL - Dublin 1

ISRAËL Israel National Committee for UNICEF

c/o International Cultural Centre
for Youth

12 Emek Rephaim Road
P.O. Box 8009
IL - 93105 Jérusalem

ITALIE Comitato Italiano per l'UNICEF

Via Vittorio Emanuele Orlando 83
I - 00185 Rome

JAPON Japan Committee for UNICEF UNICEF House 4-6-12 Takanawa Minato-ku, Tokyo 108-867

LETTONIE UNICEF Latvijas Republikas Nacionala Komiteja

Pils Laukums 4 - 204
LV - 1050 Riga

LITUANIE Lithuanian National Committee for UNICEF

Ausros Vartu No 3/ 1-2
2600 Vilnius

LUXEMBOURG Comité luxembourgeois pour l'UNICEF

99, Route d'Arlon
L - 1140 Luxembourg

NORVÈGE UNICEF-Komiteen i Norge Møller Gt. 24 N - 0179 Oslo

NOUVELLE-ZÉLANDE New Zealand Committee for UNICEF

Level 5, PSA House
Aurora Terrace
P.O. Box 11049
NZ - Wellington

PAYS-BAS Stichting Nederlands Comité UNICEF

Jacob van den Eyndstraat 73
2274 XA Voorburg
P.O. Box 30603
NL - 2500 GP La Haya

POLOGNE Polski Komitet UNICEF

Al. Szucha 16/15
PL - 00-582 Varsovie

PORTUGAL Comité Português para a UNICEF

Av. Antonio Augusto de Aguiar,
56-3° Esq.
P - 1069 - 115 Lisbonne

RÉPUBLIQUE DE CORÉE Korean Committee for UNICEF

17-1, Changsung-dong
Chongro-Ku
Séoul - 110-034

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE Cesky Vybor pro UNICEF

E. Peskove 17/ 741
150 00 Praga 5

ROYAUME-UNI UK Committee for UNICEF

Africa House
64 - 78 Kingsway
WC2B 6NB Londres

SAINT-MARIN Commissione Nazionale Sammarinese per l'UNICEF

c/o Segreteria di Stato per gli
Affari Esteri
Palazzo Begni
I - 47890 Saint-Marin

SLOVAQUIE Slovensky Vybor pre UNICEF

Grösslingova, 6
P.O. Box 52
81 000 Bratislava

SLOVÉNIE Slovenski Odbor za UNICEF Pavsiceva 1 1000 Ljubljana

SUÈDE Svenska UNICEF-Kommittén Box 222 23 (Hantverkargatan 5) SE - 104 22 Stockholm

SUISSE Schweizerisches Komitee für UNICEF Baumackerstrasse 24 CH - 8050 Zürich

TURQUIE UNICEF Türkiye Milli Komitesi Abdullah Cevdet Sokak No. 20/10 TR - 06680 Çankaya - Ankara

Bureaux de l'UNICEF

Siège de l'UNICEF UNICEF House 3 United Nations Plaza New York, NY 10017, E.-U.

Bureau régional de l'UNICEF pour l'Europe

Palais des Nations
CH-1211 Genève 10, Suisse

Bureau régional de l'UNICEF pour l'Europe centrale et orientale, la Communauté d'États indépendants et les États baltes

Palais des Nations
CH-1211 Genève 10, Suisse

Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe

P.O. Box 44145
Nairobi, Kenya

Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale

P.O. Box 443
Abidjan 04, Côte d'Ivoire

Bureau régional de l'UNICEF pour les Amériques et les Caraïbes

Clayton, Ciudad del Saber,
Edificio 131
Panama City, Panama

Bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie de l'Est et le Pacifique

P.O. Box 2-154
Bangkok 10200, Thaïlande

Bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

P.O. Box 1551
Amman 11821, Jordanie

Bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie du Sud P.O. Box 5815, Lekhnath Marg Katmandou, Népal

Bureau de l'UNICEF pour le Japon

United Nations University
Headquarters Building, 8th floor
53-70, Jingumae 5-chome
Shibuya-ku
Tokyo 150-0001, Japon

CHANGER LE MONDE AVEC

LES ENFANTS



L'UNICEF se bat depuis plus de 50 ans pour sauver les enfants et améliorer leur existence.

Associez-vous à nos efforts afin que tous les enfants puissent goûter aux joies et promesses de l'enfance. Grâce à votre soutien, nous pourrions offrir aux enfants des 162 pays et territoires où nous travaillons les services suivants, entre autres : vaccination, eau propre, nutrition équilibrée, éducation de qualité, protection contre l'exploitation et les mauvais traitements, prévention du SIDA.



(à détacher le long des pointillés)

Etats-Unis

New York, N Y 10017

Att: Distribution Unit, 9th floor

3 United Nations Plaza

UNICEF

Affranchir
au tarif
en
vigueur

Credits photos (dans le sens des aiguilles d'une montre) : UNICEF/97-1269/Prozzi; UNICEF/99-0547/Horner; UNICEF/93-1555/Lemoyne; UNICEF/90-049/Lemoyne; UNICEF/00-0951/Lemoyne; (vrsd) : UNICEF/90-014/Rohrer.

Vous pouvez, vous aussi, venir en aide aux enfants du monde entier, en faisant un don à l'UNICEF par exemple, ou en offrant vos services, ou simplement en parlant de l'UNICEF et de son travail à l'école la plus proche de chez vous, dans votre communauté religieuse ou au sein des associations locales.

Pour en savoir plus sur l'UNICEF ou pour faire un don, adressez-vous à votre Comité national (*reportez-vous à la 3e page de couverture du Rapport annuel sur la procédure à suivre*), ou visitez notre site sur Internet, www.unicef.org/french/

Vous pouvez également envoyer cette carte à l'UNICEF. Nous y répondrons ou nous la ferons suivre au Comité pour l'UNICEF de votre pays.

Nom :

Adresse :

Pays : Code postal :

- Veuillez me faire parvenir plus d'informations sur l'UNICEF.
- J'aimerais offrir mes services à mon Comité national pour l'UNICEF.

L'UNICEF mobilise le soutien et les ressources de la communauté internationale pour améliorer la vie des enfants de manière concrète. Nous sommes convaincus que le développement humain peut considérablement progresser en une seule génération si nous réussissons à :

- **assurer aux enfants le meilleur départ possible dans la vie, dès la petite enfance;**
- **offrir à tous les garçons et toutes les filles une éducation de base de qualité;**
- **donner aux adolescents la possibilité de développer leurs capacités et de participer véritablement à la vie de la société;**

Pour atteindre ces objectifs capitaux, nous avons obtenu le concours de plusieurs partenaires, parmi lesquels des gouvernements, d'autres institutions des Nations Unies, des organisations non gouvernementales, le secteur privé, des collectivités locales, des familles et des enfants.



(à détacher le long des pointillés)



UNICEF

Division de la communication
3 United Nations Plaza, H-9F
New York, NY 10017, Etats-Unis

Courriel : pubdoc@unicef.org
Internet : www.unicef.org/french

ISBN: 92-806-3673-1

Photo de couverture : des fillettes du Nangarhar, une province de l'Afghanistan, suivent un cours de première année d'enseignement, dispensé dans une des rares écoles de filles des régions contrôlées par le Taliban.

Crédits photos : Couverture : UNICEF/00-0951/Lemoyne. Page 4 de couverture (*dans le sens des aiguilles d'une montre*) : UNICEF/96-1165/Miller; UNICEF/93-0115/Lemoyne; UNICEF/94-1549/Pirozzi; UNICEF/94-0908/Lemoyne.